

Justice

pour

tous

Pourquoi un livre sur la justice? Est-ce que ça vaut la peine d'écrire un livre sur la justice? Est-ce qu'on peut changer la justice?

Avant de répondre à ces questions, il est important de savoir ce qu'est la justice. Même si l'on définit la justice comme un principe moral qui consiste à obtenir le respect et l'équité, je ne vois rien dans cette définition qui correspond à la réalité. Et si on définit la justice comme un pouvoir judiciaire, alors là, c'est encore pire.

Pourquoi c'est pire? Parce que tout groupe ou toute personne qui possède un pouvoir en abuse. Ceux, celles qui abusent d'un pouvoir en tirent un avantage, un gain, un profit. Si ça ne leur donnerait rien, ils n'en abuseraient pas. Et plus on est fort et puissant, plus c'est facile d'en abuser. Et pour limiter les abus, on se donne des règles, on vote des lois, on signe des accords. Mais voilà que plus les gens sont instruits, intelligents, rusés, plus il y a d'échanges et plus les échanges sont compliqués. Et comme on le sait, il y en a toujours un qui essaie d'extorquer l'autre ou d'en soutirer un profit démesuré.

Certains pensent que parce qu'ils ont étudié, qu'ils ont fait des efforts, qu'ils méritent plus que d'autres. Et tout le monde ou presque est d'accord avec cette idée. Moi, je veux bien récompenser l'instruction, mais il n'y a pas que l'instruction qui compte, il y a aussi l'éducation. L'instruction concerne la pensée, l'éducation concerne le comportement. Et là-dessus, nos sociétés dites civilisées, ont un bon bout de chemin à faire. Les gens qui ont de l'instruction pensent à être traités avec respect et équité, tandis que ceux qui ont de l'éducation traitent les autres avec respect et équité.

L'instruction nous enfle la tête,

l'éducation nous agrandit le coeur.

L'instruction nous rend égoïste,

l'éducation nous rend altruiste.

En somme, la justice c'est de donner autant qu'on reçoit ou de traiter les autres

avec autant de respect que les autres nous traitent.

Les gens puissants et bons attirent la bonté,
les gens puissants et mauvais attirent la méchanceté.
Les bons sèment l'amour et récoltent la paix,
les mauvais sèment la haine et récoltent la guerre.
Tout est affaire d'instruction et d'éducation.

En se donnant des normes collectivement et en les respectant individuellement, on peut arriver à améliorer la qualité de vie de tout le monde. Vivre dans un environnement sain, dénué de criminalité, voilà le plus sûr moyen d'être heureux, en bonne santé et de laisser à nos enfants un héritage qui les fera progresser au delà de ce que nous sommes.

Plus de justice sociale apporte plus de paix.

Plus de paix, plus de bonheur.

Plus de bonheur, plus de joie.

Plus de joie, plus de santé.

Plus de santé, plus de force.

Plus de force, plus de puissance.

Plus de puissance, plus de prospérité.

Plus de prospérité, plus d'amis.

Que peut-on désirer de plus?

Pauvre peuple!

La pauvreté réside beaucoup plus dans l'esprit que dans la possession de biens matériels. Par contre, des statistiques ont démontré que plus les gens ont de l'instruction, plus ils sont riches, règle générale. Il va de soi que si l'on exerce un métier ou une profession, plus nos chances d'être en demande ou d'être utile sont grandes, et par conséquent on peut demander une meilleure rémunération. La valeur des services détermine normalement la rémunération.

Mais un des critères le plus important est sans doute le nombre, parce que plus on est nombreux, plus notre pouvoir est grand. Le nombre représente une menace. Une menace qu'on peut éliminer ou contourner, dépendant de la finesse des gens au pouvoir. Plus les gens au pouvoir sont instruits, rusés, plus il leur est facile de contrer la menace du nombre.

Un, ils s'unissent sans perdre de temps. Ordre, Association, Collège, Syndic, sont toutes sortes de mots (ou maux) pour désigner des unions. Toutes ces unions veulent du pouvoir ou un pouvoir. Presque toutes obtiennent un pouvoir que les simples travailleurs (les travailleurs ouvriers) n'ont pas. Elles obtiennent un pouvoir JUDICIAIRE. Non seulement elles obtiennent le pouvoir de déterminer leur rémunération ou leur salaire, elles obtiennent aussi le pouvoir d'être le tribunal de leurs semblables dans les cas d'abus, de négligence ou de fraude.

Le pouvoir judiciaire accordé à toutes les professions libérales permet d'économiser et de sauver de l'argent au pouvoir politique. Quand la Chambre des notaires juge un notaire, ça coûte moins cher au pouvoir judiciaire et ça permet au pouvoir politique de se déresponsabiliser sans que ça paraisse. Et le tout se déroule à l'abri des regards indiscrets, gênants.

Le Collège des médecins, l'Ordre des ingénieurs, l'Association des courtiers en valeurs immobilières et toutes ces autres catégories de personnes ont réclamé et

obtenu du pouvoir politique un pouvoir qu'elles ne devraient pas avoir. Elles prétendent toutes que nous n'avons pas le savoir ou la compétence pour déterminer si un de leurs membres a bien ou mal agi, s'il était de bonne ou mauvaise foi. On nous traite comme si nous étions tous des imbéciles, des incapables, des incompetents. Toutes les personnes de professions libérales se croient être des intelligences supérieures parce qu'elles ont complété des études, ce qui n'est pas toujours le cas. Mais même en admettant que certaines personnes le soient, la supériorité ne doit pas conférer de privilèges indus qui permettent de fouler aux pieds la dignité des autres personnes et encore moins de les abuser comme il se passe présentement. Nous ne sommes plus au Moyen Âge où il n'y avait que des gens très instruits d'un côté et de l'autre des gens très ignorants.

Aujourd'hui, on peut parler d'une plus grande diversité de compétences, surtout dans les pays industrialisés même s'il existe encore des populations analphabètes. Les classes dirigeantes se plaisent à traiter tous les ouvriers comme des analphabètes, ainsi on leur enlève du pouvoir ou des droits que normalement ils devraient exercer. Derrière le mépris ou le racisme, souvent on perçoit très bien la véritable raison qui est une affaire de gros sous. Il est tellement simple d'abaisser les autres pour s'approprier du pouvoir ou des privilèges, surtout le pouvoir de se surévaluer. Hélas! il n'y a pas de remèdes miracles à ce phénomène, il n'y a que l'éducation, la véritable éducation, celle du coeur.

Toutes ces gens de professions libérales ont obtenu un pouvoir judiciaire parce qu'elles ont toutes «acheté», «soudoyé» le pouvoir politique à différentes époques. Elles le maintiennent au pouvoir en contribuant largement aux dépenses électorales des partis politiques. Elles se disent: on vous paye et en échange on veut déterminer nous-mêmes notre salaire, nos conditions, nos droits. Nous voulons être des mini-gouvernements. Accordez-nous le pouvoir qu'on veut, et nous, nous vous accorderons le vôtre. C'est ainsi que tout se règle.

En principe, les travailleurs étant plus nombreux devraient avoir plus de pouvoir ou au moins autant que toutes ces gens de professions libérales, mais ce n'est pas le cas. Un: ils ne savent pas s'unir. Deux: on fait tout pour les désunir, les séparer. Trois: les travailleurs n'ont aucun pouvoir judiciaire, absolument aucun.

En théorie, nous pouvons aller devant les tribunaux, mais dans la pratique, c'est tellement lent, coûteux, inefficace que dans presque tous les cas, on y renonce. Quelquefois, rarement, exceptionnellement, pour sauver la face ou les apparences, on se montrera généreux envers une personne de la classe ouvrière. Et alors là, on va médiatiser le fait autant qu'un mariage princier. Sur des milliers de jugements, il faut bien que de temps en temps il y en est un qui semble intelligent. Sinon, quelle opinion aurions-nous du système judiciaire? ..----... ..----... ..----...

Dans la plupart des cas, l'opinion importe peu, ce qui importe c'est de garder le pouvoir car lui, il rapporte. Il permet d'abuser les gens qui n'en ont aucun ou qui en ont moins. Le pouvoir se nourrit de l'abus. Le pouvoir est un ogre qui se nourrit des petits enfants que sont les travailleurs. C'est la raison pour laquelle il doit être maîtrisé, enchaîné, emprisonné.

Les gens de professions libérales, les politiciens laissent cet ogre en liberté, alors l'ogre fait des dégâts. Il faut que les travailleurs s'unissent et réclament eux aussi le pouvoir judiciaire. Deux: il faut retirer, enlever le pouvoir judiciaire des mains de ceux qui utilisent ce pouvoir dans le but de protéger davantage leurs membres que le public. Et quand une de ces grandes unions comme le Conseil canadien de la magistrature ou le Collège des médecins s'attaquent à un de ses membres qui ose brandir un miroir devant leur figure, on a vu jusqu'où elles peuvent aller dans l'abus des procédures. Et à ce moment-là, la note est salée pour le contribuable. Le cas de la juge Ruffo est digne d'une république de bananes. L'ogre a fait du cannibalisme. Les abus sont aussi flagrants dans le cas du Docteur Pierre Mailloux, reconnu par le public comme l'homme

le plus compétent de sa profession. Même si on peut lui reprocher d'avoir des opinions personnelles controversées qui nous font rire, on ne peut certes pas lui reprocher sa compétence, son zèle, son dévouement. L'exemple de ces deux personnes est typique de ce qui se passe dans notre société. Quand une personne manifeste un zèle qui fait ressortir la nonchalance ou l'apathie de ses confrères ou de ses consoeurs, tout de suite on s'empresse de la rabrouer. Les docteurs «Schweitzer», les «Mère Thérèse» sont bienvenus dans notre société en autant qu'ils ne secouent pas les consciences. Secouer les consciences est un crime impardonnable chez les gens de professions libérales. Cela s'appelle porter atteinte à leur prestige et à leur intégrité. Pour que tout le monde paraisse bien, il ne faut pas d'exceptions. C'est le nivellement par le bas. Ou devrait-on plutôt dire par la bassesse?

Si mes propos sont choquants, sévères, je n'ai pas peur de l'opinion publique. Dès que l'opinion publique s'indigne devant des abus flagrants, on corrige un peu le tir sans pour autant admettre ses torts. Ce serait faire preuve de faiblesse que d'admettre ses torts et non de probité intellectuelle, alors on fait preuve de lâcheté. La lâcheté n'est pas punissable par aucune loi, alors pourquoi ne pas s'en prévaloir? C'est tellement simple, tellement facile de se taire, de ne rien faire, l'opinion publique aura tôt fait de s'en désintéresser. Une fois l'opinion publique apaisée, on recommence à abuser du pouvoir.

Comment faire pour que ça arrête? Il n'y a pas 36 solutions, il n'y en a que deux. Un: leur enlever le pouvoir usurpé. Deux: réclamer ce pouvoir.

LE PEUPLE DOIT AVOIR SON PROPRE TRIBUNAL.

C'est lui qui doit juger des abus, des fraudes, des manquements, même des abus du Barreau. Il doit y avoir des tribunaux du peuple. On est assez intelligent pour faire partie d'un jury mais on ne serait pas assez intelligent pour prononcer une sentence, n'est-ce pas? Moi, je prétends le contraire. Et pour que le peuple garde le contrôle, il faut que les

gens qui se croient lésés en appelle non pas à un tribunal supérieur, mais bien à un autre tribunal du peuple. Un tribunal supérieur n'est pas une garantie de meilleure qualité de jugement. Tout ce que ça garantit, c'est que ça coûte plus cher. On a vu dans le cas du «kirpan» une élucubration sans précédent. On a alors fait la démonstration qu'un tribunal supérieur n'est pas synonyme de jugement supérieur. Il faut savoir tirer des leçons du passé.

C'est impossible, absolument impossible qu'un tribunal du peuple puisse faire pire que ce qui se passe présentement. Et ça nous coûte cher! On paye pour se faire insulter, humilier. Les bons citoyens sont davantage pénalisés et les mauvais ne le sont pas. C'est tout à fait l'inverse de ce qui devrait être. Les jugements ou les manques de jugement n'ont plus aucun bon sens. On se doit de réagir et de réclamer une réforme en profondeur. Et la seule, bonne, unique et vraie réforme, c'est d'avoir des tribunaux du peuple. Cela doit devenir un enjeu électoral, une condition sine qua non.

Il faut reconquérir le pouvoir judiciaire, c'est le pouvoir négligé, oublié, occulté. OCCULTÉ signifie: qu'on cache, qu'on minimise pour ne pas que les gens se rendent compte de son importance. De cette façon, on peut mieux manipuler l'opinion publique, la façonner à son avantage et donner aux gens l'illusion que c'est pas si pire que c'en a l'air. On trouvera toujours moyen de faire des comparaisons boiteuses avec des absurdités d'un autre endroit de la planète.

Évidemment, les gens qui ont du pouvoir ne cèderont pas facilement. Certains sont même capables de recourir à l'assassinat pour garder le pouvoir. Advenant qu'on nous donne des tribunaux, ils feront tout pour semer la pagaille. On ne doit pas s'imaginer que tout va être facile. Je dois hélas! vous dire que toute grande libération ne s'acquiert qu'au prix du sang, du sang des ouvriers abusés, des travailleurs opprimés. On voit des femmes tuées sans aucune autre raison que de les maintenir sous le joug d'un homme ou d'un système. Il faut s'attendre à une grande résistance,

une résistance sournoise. Les gens qui détiennent le pouvoir sont loin d'être civilisés. Ils sont gentils, polis, plaisants tant et aussi longtemps qu'ils ont le pouvoir. Mais dès qu'ils le perdent ou qu'il leur échappe des mains, alors on les voit apparaître sous leur vrai jour.

Le pouvoir est une drogue. Et les drogués en demandent de plus en plus. Et le pire, c'est qu'ils l'obtiennent, lentement, sournoisement, furtivement. Furtivement veut dire: sans attirer l'attention. Les travailleurs étant trop préoccupés par leurs soucis quotidiens ne s'aperçoivent de rien, et se sentent impuissants devant la multitude des défis à relever, des problèmes à régler, des épreuves à surmonter. Les soucis matériels prenant tout l'espace de leurs réflexions, il ne leur reste que peu de temps pour analyser la manipulation des marionnettes au pouvoir.

Le pouvoir ne s'arrache pas d'un coup sec sans une violente réaction. De la même façon qu'il nous a été enlevé, de la même manière qu'on doit le reprendre. Petit à petit, patiemment, incessamment. Cela doit devenir une priorité de base, un absolu des élections, un élément incontournable.

On se doit d'exiger plus de place, plus de représentativité à la table de ces différents tribunaux des Ordres professionnels. Dans tous les Ordres professionnels, les représentants du peuple doivent être aussi nombreux que les représentants des professions. Les Ordres innocentent, minimisent les infractions, les erreurs, fautes ou fraudes commises par leurs membres pour ne pas ternir leur réputation. Quand il y a une multiplicité d'infractions, leur réputation en souffre et ils deviennent dès lors en mauvaise position pour demander une plus grande rémunération. À ce moment-là, ils sont en situation de conflits d'intérêts. Mais ça, ils vont le nier jusqu'à leur dernier souffle en jurant que les éléments fautifs sont peu nombreux. Ils vont jouer les vierges offensées prétendant que je porte atteinte à leur honneur et à leur dignité. Ils clameront haut et fort qu'ils obéissent à des valeurs bien inscrites dans un code de déontologie

et qu'ils n'ont de leçons à recevoir de personne.

La théorie, c'est une chose, la pratique c'est autre chose. Les codes de déontologie sont très bien, mais c'est l'interprétation qui l'est moins. Beaucoup de victimes peuvent en témoigner. Et pour en réduire le nombre, rien de mieux qu'un tribunal du peuple. C'est devenu une nécessité. Ce n'est pas parce qu'on a un système qui fonctionne tout croche depuis 1000 ans qu'on est obligé de s'en contenter. Présentement, au lieu d'évoluer, on régresse. Ce n'est pas normal, donc on doit emprunter un autre chemin, une autre voie.

Je suis convaincu qu'il y a assez de citoyens à la retraite ou sur le chômage pour faire partie d'un tribunal gratuitement. Même gratuitement, ça ne coûtera pas moins cher à l'État car il n'y a même pas 1% du budget qui est consacré à la justice. C'est une honte de se dire civilisés et d'accorder si peu d'importance au concept de la justice. En prenant la Justice en mains, le peuple sera gagnant. Les jugements seront plus sensés et je suis sûr que la concurrence ne pourra être que bénéfique. Les amendes, les compensations seront plus équitables et il y aura une diminution de la criminalité même chez nos PROFESSIONNELS.

Malgré les hauts salaires (pardon! les honoraires, les émoluments, les appointements) la fraude augmente constamment. Habituellement on pense que lorsque les gens gagnent peu, ils sont plus enclins à voler, frauder, extorquer, or on observe le même phénomène chez les plus fortunés, les plus avantagés de la société. Politiciens, hauts gradés de la force policière, magnats de la finance, toutes ces bonnes gens pillent des caisses de retraite, des assurances, des fonds mutuels, sans compter ce qu'on ne sait pas, et pourquoi? Pour se payer probablement des maîtresses, des voyages, pour rembourser des dettes de jeux, etc. C'est tellement facile de voler quand le système judiciaire nous en facilite l'exercice. Un bon avocat peut étirer une cause tellement longtemps qu'on a le temps de mourir avant d'être condamné. Sans compter

que les témoins ont le temps de perdre la mémoire avant qu'un jugement ait lieu.

Tout le monde sait qu'on peut faire retarder une cause pour capitaliser sur la mémoire des témoins ou pour passer devant un juge complaisant. En ayant des tribunaux du peuple, nul besoin d'un de ces juges qui se font de plus en plus rares. Leur rareté leur donne de l'importance mais nuit à l'administration de la justice. Comme on dit en anglais: «Justice delayed, justice denied.» Les jurés peuvent tout simplement appointer un président de tribunal et on procède sans plus tarder. On peut aussi choisir un simple juge de paix ou un président de comité de surveillance de caisse populaire, toute personne dont la probité est reconnue dans la communauté.

Comme la sentence n'est pas prononcée par le président du tribunal, son rôle devient secondaire. Voici une façon de procéder semblable un peu à celle des jeux olympiques. Lorsque la majorité des jurés décident qu'une personne est coupable, elle est déclarée coupable. Et quant au prononcé de la peine, on choisit le consensus de la majorité, sinon on fait une moyenne des peines en éliminant la plus haute et la plus basse. Si cette façon de procéder est bonne pour les olympiques internationales, pourquoi ça ne serait pas bon pour un tribunal ordinaire?

Je n'ai pas d'objection à ce qu'on procède autrement ou plus démocratiquement, l'important c'est de comprendre que l'administration de la justice ne doit plus être laissée entre des mains de fonctionnaires blasés que sont les juges actuels. Quand un crime est commis dans une communauté, ce sont les gens touchés dans la communauté qui sont les mieux placés pour défendre leur territoire ou leurs intérêts. Quand un juge habite dans une tour d'ivoire ou un territoire qui n'est jamais touché, comment voulez-vous qu'il comprenne les inquiétudes d'une communauté touchée? Comment voulez-vous qu'il prenne des décisions sensées quand il ne se sent jamais visé personnellement? Pour nos politiciens, c'est la même chose, ils sont beaucoup plus concernés par le coût, le budget, que par la qualité des jugements rendus.

Voilà pourquoi il est grand temps d'avoir nos propres tribunaux (sous-entendu, des tribunaux propres, propres, propres). Et pour bien marquer la différence, il serait bon, souhaitable que les gens siégeant sur les nouveaux tribunaux soient vêtus de blanc. Le blanc est le reflet de la lumière tandis que le noir symbolise l'obscurité.

Nos juges sont de faux religieux d'une autre époque. Des faux curés, on en a assez vus. On veut voir du blanc, blanc, blanc.

La Justice

Pour qu'un pays fonctionne bien, il faut qu'il y ait de l'ordre et un respect des lois, sinon c'est le chaos et l'anarchie. L'ordre peut être assuré par la police, le respect des lois, par un bon système judiciaire. Un bon système judiciaire est un système exempt de corruption et qui n'abuse pas de son pouvoir.

Si le peuple veut un bon système judiciaire, il doit s'en occuper lui-même, le prendre en charge. Et le moyen le plus efficace et le moins coûteux, c'est d'avoir ses propres tribunaux. Dans chaque ville, village ou quartier, là où les gens sont prêts à siéger gratuitement en dehors des heures de travail, on instaurera des tribunaux qu'on appellera: *tribunaux du peuple*.

Les criminels seront jugés là où ils commettent les crimes et non ailleurs. Ce qu'il a de nouveau dans les nouveaux tribunaux est l'absence d'avocats et de juges. Depuis des siècles que nous subissons l'arrogance, l'hypocrisie et la malhonnêteté des avocats. Il est grand temps d'en finir avec ce système et d'en choisir un qui soit plus adapté à notre époque.

Aux temps où les masses étaient ignorantes et avaient de la difficulté à s'exprimer, à se faire entendre, les avocats eux, étaient instruits et maniaient l'art oratoire avec habileté; ils en imposaient aux masses. Aujourd'hui, beaucoup ont une éducation déficiente (euphémisme), sont incompetents et ont autant d'éloquence qu'un

perroquet.

Les grandes compagnies ou institutions se réservent les plus brillants, les plus talentueux, et presque tous les truands n'en ont besoin que pour la forme car ils n'ont qu'à plaider coupables en échange d'une réduction de l'acte d'accusation, et ils obtiennent une sentence ridicule. (Là où on veut sauver de l'argent comme au Canada).

À quoi servent alors les avocats? À défendre le riche, le bien nanti, à protéger un système qui écrase les pauvres, les plus démunis. C'est un système coûteux, inefficace, désuet, décadent.

Le seul choix sensé et intelligent qui s'offre à nous est de s'en débarrasser. De se débarrasser du système et des avocats. Pourrait-on réformer le système et conserver les avocats? Oui, mais chassez le naturel et il revient au galop, dans peu de temps on se retrouverait avec les mêmes problèmes. Il vaut mieux les oublier une fois pour toutes et ne plus y penser. Nous avons besoin de mieux que ce qui existe, nous méritons mieux et cela nous est dû depuis fort longtemps. À notre époque, nous n'avons plus de temps à perdre et encore moins d'argent à gaspiller pour les entretenir et les enrichir. Fini l'encombrement des cours, les attentes interminables, les délais déraisonnables, les remises de causes, uniquement pour permettre à ces profiteurs de se remplir les poches.

Comment fonctionnera ce système? Les gens pourront porter plainte, soit au poste de police, soit directement au tribunal. La police pourra aussi porter plainte. On demande à deux enquêteurs choisis par les citoyens (au conseil municipal) de faire enquête. Ils peuvent aller sur les lieux du crime, interroger les policiers, les voisins, la famille, tout le monde. On respecte les règles habituelles d'interrogatoires et les enquêteurs soumettent ce qu'ils savent aux jurés qui se rassemblent et rendent un verdict.

On n'a pas besoin d'avocats, ni de juges, fini le temps des folies. Les jurés rendent la sentence qu'ils croient être juste, pas de minimum, pas de maximum, uniquement ce qu'ils croient être juste. Si les criminels ont une bonne conduite en prison, on pourra toujours réduire la peine du sixième de la sentence en repassant devant un tribunal du peuple à l'endroit même où le crime a été commis.

Lorsque des criminels commettent des crimes à plusieurs endroits, on les juge là où ils ont commis les crimes les plus graves. En enquêtant sur un drame survenu dans leur entourage, les gens sont mieux placés pour mesurer l'ampleur des dégâts et venir en aide aux victimes.

Les jurés peuvent décider de la culpabilité et de la peine par vote majoritaire, exactement comme aux jeux olympiques. Ça peut être à l'unanimité ou on élimine la peine la plus haute et la plus basse et on fait une moyenne avec les autres. Il faut partir du principe que le peuple n'est pas aussi ignorant ni aussi incompetent qu'on pourrait le croire. Je fais confiance au peuple beaucoup plus qu'aux juges. Il ne condamnera ni à l'excès, ni avec légèreté car il sait très bien que c'est lui qui va déboursier pour la gestion des prisons. Je présume que plusieurs voudront être jurés, on les choisira par tirage au sort. On choisira ceux qui ont du vécu et qui sont à leur retraite. Le jugement, le discernement, l'expérience ne viennent qu'avec l'âge. Si des jurés s'acquittent de leur travail avec une compétence et une sagesse exemplaire, ils pourraient être désignés comme permanents par la mairie ou le conseil municipal. Cependant ce droit devra être accordé par référendum. Le peuple doit toujours avoir le dernier mot.

Pourquoi se débarrasser des avocats, **les interdire?** Parce que les avocats aggravent les conflits, ruinent tous ceux qu'ils peuvent et accentuent la misère sociale. On n'a pas besoin de ce monde-là, ils sont un fardeau pour la société. Ils ne sont pas générateurs de paix, mais générateurs de troubles. Et si souvent on les

voit à la tête de la société ou du gouvernement, c'est parce qu'ils ont longtemps abusé de leurs pouvoirs. Non seulement ils ne contribuent pas à maintenir l'ordre, mais pire encore, ils empêchent la société d'évoluer.

C'est un pouvoir qui usurpe celui du peuple. Il ne fait pas ce qu'il devrait faire mais fait ce que des politiciens corrompus lui demandent de faire en cachette. C'est un pouvoir qui ne nous appartient plus comme collectivité. Une fois ce pouvoir aboli, ça fera un pouvoir de plus pour le peuple et un pouvoir de moins pour « l'establishment » et la pègre.

Avec les avocats, tout règlement de désaccord devient tellement onéreux que le citoyen ordinaire est incapable d'obtenir un règlement équitable sans être lourdement pénalisé. À la fin, seul, le puissant, le riche s'en tire à bon compte ou avec un bon compte. Si au départ un citoyen subissait une injustice particulière, à la fin, il se retrouve avec une injustice de nature différente, et celle-là il n'est jamais capable de la régler. De sorte que la justice avec les avocats est un mot vain ou une utopie.

Les juges ne sont que des avocats promus et récompensés pour accroître le pouvoir des riches sur les pauvres. Ils sont le bras gauche du capital qui maintient les pauvres et la classe moyenne dans un état d'impuissance. Les mandarins de la justice paralysent les pouvoirs du peuple. Débarrassé de ces parasites de la société, de cette pollution de notre âme collective, le peuple pourra enfin respirer l'air pur d'une société civilisée.

Les tribunaux du peuple

Quel code de lois ou quelles sentences les nouveaux tribunaux devraient-il appliquer? Lorsqu'on regarde ce qui se passe aujourd'hui dans nos cours de justice, la réponse est fort simple: à l'exception des meurtres prémédités, les sentences

varient tellement d'un juge à l'autre, qu'on peut dire que les criminels sont condamnés à n'importe quoi. Même chose pour les crimes sans violence, les sentences sont: n'importe quoi ne dépassant pas le maximum prévu au départ.

En somme, le jury décide de la sentence en se basant sur son bon jugement ou ce qu'il croit être juste. N'importe quel jury peut rendre facilement une sentence plus intelligente que n'importe quel juge. Ce n'est pas compliqué, plusieurs juges même féminins semblent avoir moins de jugement qu'un adolescent de seize ans.

Les juges vont dire que j'exagère, que je les méprise, que je suis un extrémiste, une tête enflée, un sauté, un provocateur, etc. Je veux bien accepter toutes ces épithètes à la condition que l'on fasse un sondage sur la qualité et l'intelligence des sentences rendues. On verra par la suite si je suis dans le champ ou si je tombe dans le mille.

Le nouveau code de lois serait simple: le jury rend le jugement qu'il croit être juste, pas de minimum ni maximum, seulement ce qu'il croit être juste. Tandis que maintenant, il semble que le code de lois soit celui-ci: le juge ou la juge rend la sentence la moins coûteuse pour l'État et qui paraît acceptable pour 15% de la population. Présentement les sentences sont des farces dans tous les sens du mot. Sous une avalanche de critiques accompagnées de démonstrations tapageuses, les juges feraient un effort pour se montrer plus raisonnables, sensés, intelligents, mais ça ne durerait pas. Aussitôt que des sondages auraient démontré qu'une faible majorité est satisfaite, la déraison s'emparerait du cerveau de nos juges et les ténèbres reprendraient leur place.

Dans nos cours de justice, l'impératif premier n'est pas la justice, c'est de satisfaire aux exigences du corps politique. Et ses exigences sont simples: dépenser le moins possible. Pour ça, on est prêt à toutes les bassesses ou à tous les

compromis.

Pour mettre fin à ce qui se passe présentement, il nous faut prendre les choses en mains, revendiquer et obtenir le pouvoir qui nous est dû et remettre un peu d'ordre dans le chaos social créé par la finance, la justice, la politique. Il ne faut pas se faire d'illusions, on ne nous donnera pas un pouvoir qu'on ne réclame pas. Il faut l'exiger et et insister.

Les réformes

Si on n'est pas content des lois qui régissent notre société, que l'on force les élus à faire des lois qui nous conviennent. Voilà la phrase publicitaire de Jean Luc Mongrain pour annoncer la couleur de son émission télévisée. C'est une phrase éminemment riche et belle, pleine de bon sens, mais dans notre société dite d'expression libérale, elle n'aura aucun impact significatif à l'exception de celui d'augmenter sa cote d'écoute.

Ce sont des paroles que tout le monde veut entendre mais que «l'establishment» ou le pouvoir établi, c'est-à-dire nos grands décideurs, politiciens, hommes d'affaires, dirigeants de multi-nationales, s'empresseront d'étouffer ou d'en diluer la portée par toutes sortes de moyens plus ou moins honnêtes, à caractères mensongers.

Tout d'abord, on commence par limiter la liberté d'expression. Cela est rendu de plus en plus facile par la convergence des médias. La presse écrite et la presse télévisée diffusent les mêmes nouvelles. Les salles des nouvelles sont restreintes, les journalistes étant peu nombreux, ça nous donne comme résultat une piètre qualité de l'information. Puis ensuite, on propage à l'Assemblée Nationale ou à la Chambre des Communes l'idée qu'on prend en considération les revendications du peuple. Puis on attend, on attend, on attend jusqu'à ce que le monde ait oublié leurs revendications.

La multiplicité des évènements à caractère dramatique fait en sorte que nos

préoccupations sont constamment réorientées vers des sujets différents. Cela a pour effet de nous faire oublier nos revendications premières. Les agences de publicité et les médias télévisés sont des experts pour manipuler l'information. Par exemple: si on veut valoriser la qualité des soins hospitaliers, on diffusera des programmes ou émissions sur ce qui se passe dans un hôpital. Et là, tout le monde se mettra à considérer les médecins et les infirmières comme les super-héros ou les dieux de notre époque et on nous fera vite oublier les personnes mortes sur les listes d'attentes.

On fera la même chose avec la justice. On nous présentera des séries télévisées montrant des procès où la firme Unetelle traite sa clientèle avec une grande empathie et un dévouement exceptionnel. On pourrait quasiment croire que ces gens-là travaillent au double du salaire minimum, qu'ils se sacrifient, s'épuisent et font tout ce qui est humainement possible pour que leurs clients aient la part de justice dont ils sont en droit de s'attendre. Les programmes pourraient s'appeler: Justice sans frontière, Justice infinie. Vraiment, nos décideurs savent comment s'y prendre pour redorer le blason d'une communauté d'exploiteurs de la misère humaine. Ils savent comment nous les montrer sous un jour de sainteté.

De toutes les professions, celle d'avocat est sans doute la plus haïe, détestée, parce que c'est dans cette profession que l'on constate le plus d'abus, et c'est aussi celle où le citoyen a le moins de recours contre les abus. Il semble que la valeur d'un avocat réside davantage dans sa capacité d'innocenter les coupables que dans sa capacité de faire respecter les droits des honnêtes citoyens. C'est plus payant de défendre les criminels que de s'occuper du monde honnête. Il y a peut-être plus de criminels parmi les riches que parmi les pauvres, mais ça ne paraît pas parce que les crimes sont de nature différente. Toujours se comparer avec celui qui gagne plus même si ses gains ont été obtenus injustement, frauduleusement est une forme de

malhonnêteté intellectuelle.

Il est temps d'établir des normes sur la valeur des services rendus, sur leurs qualités, selon des critères bien définis, et en fonction de la capacité de payer des citoyens. Ces normes ne doivent pas être édictées par des corporations, des ordres, collèges, syndicats car tous les professionnels se surévaluent. Quand ce sont des travailleurs ouvriers ou des cols bleus qui demandent une meilleure rémunération, on leur dit toujours de penser à la capacité de payer des citoyens. Et pourquoi ne devrait-on pas servir le même discours à nos professionnels?

Pour arriver à mettre un peu d'ordre, il faut avoir du pouvoir. Et pour avoir du pouvoir, il faut nécessairement l'enlever des mains de ceux qui le possèdent. On ne peut pas forcer les élus à faire des lois qui nous conviennent quand ces mêmes élus se départissent d'un pouvoir, en le remettant entre les mains de toutes sortes de corporations, d'ordres, de collèges, syndicats, etc. On doit se réapproprier le pouvoir donné à toutes ces corporations en les empêchant d'avoir leurs tribunaux internes. Et si on ne peut pas le faire ou qu'ils résistent, on doit siéger sur ces tribunaux. Ça, c'est la première chose à faire.

Fini le temps des abus, du laxisme dans l'application de leurs soi-disant codes de déontologie. Quand tout se déroule en cachette, où sont les chiens de garde? Il est vrai qu'indépendamment du verdict d'un ordre, qu'on peut entamer une poursuite, mais la poursuite sera pour exiger une compensation ou un dédommagement. Une fois les procédures entamées, il faut être très fortuné pour poursuivre un ordre professionnel qui a fait preuve de laxisme envers un membre fautif, on préfère attendre la décision d'un juge qui parfois prend beaucoup trop de temps.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les médias ne sont pas des chiens de garde. On n'embauche tout simplement pas les journalistes à l'esprit gauchiste dans

nos grands quotidiens. Comment puis-je affirmer une telle chose? Où sont les preuves? On a tout simplement qu'à visionner sur Internet en tapant les mots: presse gauche ou attac-quebec. C'est à ce moment-là qu'on a accès à des informations qui sont loin du discours officiel. Qu'est-ce qu'avoir un esprit gauchiste? C'est être progressiste, c'est revendiquer plus de justice sociale, c'est vouloir que nos institutions changent. Or, un bon nombre de personnes ne veulent aucun changement, soit parce qu'elles sont favorisées par le système ou soit par crainte ou ignorance.

La région de Montréal est inondée d'immigrants nouvellement arrivés. Ces nouveaux venus craignent le changement, l'instabilité. Ils doivent travailler beaucoup d'heures pour s'installer et font face à des difficultés énormes s'ils font partie de la classe ouvrière. Les plus à l'aise ou riches aiment mieux fonctionner dans une économie au noir. Cela leur rapporte plus et eux aussi craignent le changement ou un durcissement des lois. Les grandes villes sont les centres d'attraction du monde de la finance, des grosses compagnies. Le pouvoir est concentré dans ces centres.

Le pouvoir mise beaucoup sur la désunion, sur l'absence de solidarité. Rendre solidaires diverses communautés isolées est un travail de longue haleine, c'est un défi de taille. Ça prend beaucoup de temps et durant ce temps-là, le pouvoir en profite. En favorisant une immigration massive dans une période d'économie décroissante, on crée de la rareté dans l'emploi et les gens sont obligés de se contenter de peu et d'être moins revendicateurs. De cette manière, on crée de la discorde puis on culpabilise les natifs du pays en les accusant d'être xénophobes. (de ne pas aimer les étrangers)

En période de récession, le monde rural, agricole, s'en tire beaucoup mieux que le monde urbain. Le monde rural a de la difficulté à relier l'immigration au problème de la précarité dans l'emploi parce qu'eux ne voient pas les immigrants, alors ils continuent à donner le feu vert aux élus. Plus le bassin de main d'oeuvre est grand, plus on peut

se permettre d'imposer des conditions déraisonnables et d'augmenter ses profits.

Plus on augmente ses profits, plus on réclame de l'immigration. Ce n'est pas pour recruter des travailleurs spécialisés qu'on réclame de l'immigration, c'est tout simplement pour moins bien payer les travailleurs et combattre la syndicalisation.

Quand on accepte d'accueillir des immigrants, il faut que tout le monde en fasse les frais. Il n'appartient pas seulement aux travailleurs ouvriers d'en faire les frais, il faut que toutes les classes de la société participent aux dépenses liées à leur accueil, leur installation, leur intégration. Quand la pauvreté augmente, que les salaires baissent, que les emplois sont précaires, ce n'est certainement pas un signe que l'économie va mieux même si Statistique Canada tente de nous convaincre du contraire.

Quand on adopte des politiques qui touchent l'ensemble de la population, qui bouleversent la vie des citoyens, il doit y avoir un consensus éclairé, sinon au bout d'un certain temps, ça sera la pagaille. Dans à peu près tout ce qui nous concerne, il n'y a pas de consensus, il n'y a même pas de discussion. Une fois élus, les partis se permettent de faire n'importe quoi sans nous demander si on est d'accord. On nous l'impose et ça finit là. Et quand on pose des questions, ils nous répondent: nous sommes obligés pour payer la dette, ou: on en a besoin.

M. Lespérance est un menteur. Tous les députés vous le diront. La preuve, c'est qu'il y a 21 commissions ou études en cours. Tous les citoyens peuvent présenter des mémoires et faire valoir leurs points de vue. Que valent toutes ces commissions? Et pourquoi les a-t-on créées? À toutes les fois que le Premier Ministre ne savait pas quoi répondre, il disait: on va faire une étude. On doit faire une étude pour savoir si le Premier Ministre n'a pas assez étudié, et si le cas échéant cela s'avère vrai, il faut le renvoyer aux études. Il vaut mieux ne pas lui poser de questions, sinon ça va nous coûter un milliard en études et il n'y aura rien de fait. Les vraies études, on ne les fait

pas et les vraies décisions, on ne les prend pas.

Que vient faire l'immigration dans le domaine de la justice? L'immigration est un outil mais c'est aussi une arme du pouvoir. Bien employée, elle sert le pouvoir, mal employée, elle le dessert ou se retourne contre lui. C'est comme toute chose, quand on exagère, ça se retourne toujours contre nous.

Comme l'immigration n'était pas suffisante pour créer un immense bassin de main d'oeuvre, le pouvoir a eu recours à un subterfuge. Il a décidé de l'agrandir en créant le Libre-échange et l'Aléna, une espèce de contrebande des riches. On a dû sans doute signer un traité avec la Chine ou enlever la douane parce qu'on est inondé de produits chinois. Ai-je la berlue ou suis-je un menteur? De toutes les injustices, celle-là est la plus grande parce qu'elle nous cause un tort irréparable.

Croyez-vous que j'exagère? Je vais tenter de vous le prouver. Qu'est-il arrivé depuis l'avènement du Libre-échange? Nous avons perdu toutes nos usines de textiles, toutes nos usines de meubles, toutes nos usines d'électro-ménagers. Et la liste pourrait s'allonger épouvantablement si tous ceux ou celles qui ont perdu leur emploi écrivaient ce texte. Toutes nos usines de fabrication et de transformation d'acier sont passées aux mains des étrangers. Il ne se passe pas un mois sans qu'une grosse compagnie soit achetée par des étrangers. Et à toutes les fois, on dit toujours la même chose: il n'y aura pas d'impact sur la main d'oeuvre. Six mois plus tard, on commence à mettre en opération ce qui a été décidé six mois plus tôt, c'est-à-dire couper sur la main-d'oeuvre. En réalité, la main-d'oeuvre ne diminue pas, elle change tout simplement d'endroit. On réembauche des ouvriers à plus bas salaires.

Normalement, quand on pense au bien du peuple, on ne prend pas toutes sortes de décisions qui vont le désavantager ou lui nuire. Il est très facile d'installer une usine dans des pays où les ouvriers sont traités avec autant de respect que les esclaves sur

les galères. Puis après, les gérants, directeurs, présidents vont venir devant nous s'apitoyer sur le sort des pauvres en donnant quelques dollars à des organismes de bienfaisance ou à des oeuvres de charité. C'est tellement facile de donner le millième de ce qu'on gagne honteusement et en plus d'avoir un crédit d'impôt. Puis le pire, c'est que ces gens-là se croient civilisées.

Il y a beaucoup de machines à fabriquer des sous, d'automates sans conscience qui ne savent même pas ce ça veut dire que d'être civilisés. Être civilisés, c'est être capable de penser aux autres. Les autres, c'est tout le monde, même ceux qui n'ont pas étudié à l'université. L'instruction nous rend orgueilleux, l'éducation nous rend humble. Nos politiciens et hommes d'affaires ont beaucoup de leçons d'humilité à recevoir. Bref, la plupart n'ont aucune éducation ou sont mal éduqués. L'instruction leur a apporté un beau langage mais elle ne leur a pas donné du coeur. Ils ont appris à bien parler et à faire des sous, mais ils ignorent comment bien agir et respecter les autres. Quand on voit toute la pauvreté qui nous entoure, il n'y a pas de quoi se réjouir. Je ne suis pas intéressé à faire l'éloge de la richesse parce qu'on glorifie trop facilement ceux qui deviennent riches sans regarder comment ils le sont devenus. En les glorifiant, ils se croient justifiés de le devenir davantage et tombent inévitablement dans l'excès. L'excès, c'est le capitalisme. C'est ne penser qu'à l'argent, éliminer la concurrence ou ruiner les autres et croire que c'est la manière la plus intelligente de vivre.

Voilà pourquoi il doit y avoir une LOI DU REVENU MAXIMUM,* pour ne pas tomber dans l'excès ou la honte. C'est honteux de vivre comme des païens, des gens sans foi ni lois. Ce n'est pas parce qu'on a étudié qu'on est justifié de faire travailler le monde comme des esclaves pour s'enrichir.

Le capital ne doit pas dicter ses lois au peuple, c'est le peuple qui doit dicter ses lois au capital. L'instruction nous a permis d'acquérir la mécanisation, maintenant nous devons nous préoccuper de l'éducation qui nous apportera l'humanisation. C'est la

seule façon de remettre un peu d'ordre sur la terre. Même si le peuple n'a pas le vocabulaire pour décrire l'injustice ou les abus des gens instruits, il est quand même capable de les percevoir, de les voir et de les identifier clairement.

* Loi du revenu maximum, voir: Projetsdeloi.com

Le beau langage et les belles manières .

Comme c'est beau un homme qui possède une culture, qui a du charisme et qui s'exprime bien! Comme il est plaisant d'entendre une telle personne! Ça nous réjouit de voir du monde éduqué, instruit, et on se dit, au moins on ne paye pas des écoles pour rien. Et on est porté à faire confiance à du monde comme ça.

C'est normal et on les choisit pour nous représenter, pour être nos porte-parole. Puis quand ils sont devenus nos porte-parole, ils nous promettent que nos désirs vont être exaucés, que nos besoins seront comblés et que nos injustices seront réparées.

Hélas! les résultats se font toujours attendre et les excuses sortent de leur bouche comme les rivières sortent de leur lit. Les conditions empirent et les gens continuent d'espérer parce qu'il est difficile de se défaire d'une belle image. On a de la difficulté à se convaincre que notre jugement a été déficient, qu'on s'est trompé, qu'on a commis une erreur en se fiant à une impression basée sur une belle image.

C'est difficile de dire: j'avais tort, je me suis trompé. Notre estime de soi en prend un coup. Mais il ne faut pas craindre de faire cet acte d'humilité, parce que c'est grâce à cet acte d'humilité qu'on acquiert du jugement, du discernement, et qu'on évolue.

Pourquoi est-ce tant difficile d'obtenir les changements qu'on souhaite dans la société? Parce qu'il y a des gens qui ont compris la valeur de l'image et qui savent l'exploiter à leurs profits. Ils se mettent au service de ceux qui ont le pouvoir et l'argent,

et leur promettent qu'ils vont obtenir tout ce qu'ils désirent. Ils disent: nous sommes la lampe d'Aladin. Il vous suffit de mettre un peu d'huile dans la lampe (de l'argent) et nous allons vous éclairer. Et si vous en mettez davantage, nous allons être capables d'éblouir tous ceux et celles qui vous regardent. Ils seront subjugués, ils n'entendront que votre voix et vous obtiendrez tout ce que vous voulez, le pouvoir, la renommée, la célébrité et même plus. Faites-nous confiance, nous avons la formule, nous la connaissons, nous l'utilisons depuis longtemps et ça marche.

Quelle est cette formule? Cette formule est « Sésame, ouvre-toi.»

« Ouvre-toi » signifie parle, répond aux sondages, dis-nous ce que tu veux entendre et nous te le répèterons. C'est une formule infaillible et les gens se font avoir à tout coup. Les gens sont suspendus aux paroles de ces maîtres à penser que paraissent nos politiciens. La plupart des politiciens n'osent pas ouvrir la bouche sans avoir consulté les génies de la lampe d'Aladin qui ont pour nom: agences de publicité. En réalité, on devrait les appeler: agences de duplicité. Celles-ci engagent des firmes de sondages pour savoir ce que les gens n'ont pas aimé du menu précédent. Elles concoctent alors une bouillie pour les chats qu'elles vont essayer de nous faire avaler.

Les agences de publicité ou de duplicité sont pareilles à des équipes techniques derrière un acteur. Elles ne les lâchent pas d'une semelle, elles les suivent partout car elles veulent être sûres de ne pas manquer leur coup. Une fois qu'une vedette est lancée dans l'arène politique, elle peut leur rapporter gros en contrats de toutes sortes.

Comme les agences de publicité ou de duplicité pensent à leur place, ils ne savent que répondre lorsqu'on leur pose une question à l'improviste. Hélas! il nous arrive d'avoir des Premiers Ministres qui sont loin d'être des génies et qui sont incapables d'apprendre leur texte par coeur. Et quand un Premier Ministre se sent gêné de ne pas avoir la réponse, il répond tout simplement: nous allons faire une étude. C'est ainsi que ça nous coûte cher en études...

Comment pouvons-nous nous débarrasser de ces agences de duplicité qui viennent brouiller les cartes ou la perception de l'image véritable de nos hommes politiques? S'en débarrasser complètement, c'est difficile, mais en revanche, on peut minimiser leur influence. Comment? En adoptant des mesures qui réduisent leurs revenus tirés des contrats gouvernementaux. Exemple: la création d'un « Imprimeur du Québec ».

Il est clair que pour se faire octroyer des contrats concernant les publications gouvernementales, certains n'hésiteront pas à recourir à des pots-de-vin. Pour éviter toute tentative, toute ambiguïté, il est préférable de tout imprimer soi-même. C'est pour cette raison que l'Imprimeur de la Reine existe au fédéral. Je suis certain que la corruption lui a fait perdre une bonne partie de son rôle initial.

La corruption, la magouille, est tellement incrustée dans nos moeurs qu'il y a fort à faire pour redresser le tout, remettre de l'ordre, de la transparence dans notre manière de fonctionner. L'Imprimeur du Québec s'avère donc une nécessité à tout point de vue.

Il est évident que la venue des ordinateurs oblige les gouvernements à utiliser une nouvelle forme de publicité. On devra donc embaucher du personnel compétent dans ce domaine sous la direction de ce même «Imprimeur». Présentement la qualité du personnel de l'informatique d'un ministère à l'autre est inégale et laisse à désirer. Nul doute qu'un «Imprimeur du Québec» pourrait remédier à certaines lacunes dans le domaine de l'informatique. Et encore une fois, pour éviter la corruption. Si on préfère un autre mot que le mot Imprimeur, tel que Éditeur, Diffuseur, même Script, je n'ai aucune objection. Je sais bien que le mot script est un anglicisme mais je préfère quand même un anglicisme à la corruption. La manière de fonctionner est bien plus importante que les mots ou les maux des agences de publicité, duplicité, complicité.

Ensuite, on doit s'abstenir de répondre à leurs sondages. Il faut les ignorer pour réduire leur influence. Après un sondage, dès qu'un politicien se sent élu, il arrête de se creuser les méninges, de faire fonctionner son cerveau et alors il n'ajoute plus rien à son programme électoral ou le programme rédigé par une agence de publicité.

Même si ça peut paraître difficile pour certains de ne pas répondre aux sondages, il en va de leur intérêt. Ils peuvent utiliser d'autres moyens pour faire connaître leurs besoins, leurs désirs, leurs préoccupations. Il y a des "blogues" de contestations, des forums de discussions. On doit se creuser la tête et non se la faire emplir. Il faut penser intelligemment.

Il faut bien comprendre comment fonctionne la politique dans notre pays ou notre province. La popularité de nos hommes politiques repose entièrement sur l'image qu'on s'en fait. Or leur image est fabriquée de toute pièce par des agences de publicité.

Les agences de publicité font tout. Elles élaborent des programmes suivant les sondages effectués, fabriquent des discours, leur disent quoi dire, quoi faire, comment le dire, comment le faire. Elles leur disent même quoi ne pas dire, quoi ne pas faire. Il y a même des spécialistes à leur service pour donner des cours d'expression corporelle pour ne pas que les gestes trahissent les sentiments ou les paroles. En ce sens, la politique est vraiment devenue une science. La science du paraître et non la science d'être. La science du mensonge. La publicité, c'est 90% d'illusion, 10% de vérité. Voilà pourquoi les deux s'accordent si bien ensemble.

C'est pourquoi aussi il est si difficile pour le non-initié aux rouages de la politique de s'y retrouver. Les agences essaient de prévoir toutes les questions qui seront posées aux chefs de partis, et conseillent nos «leaders». Les mieux préparés font bonne figure, les autres échouent et ont mauvaise presse.

Y a-t-il des gens sincères en politique? Oui, mais très peu. Les gens sincères n'ont pas besoin de se faire dire quoi dire parce qu'ils connaissent bien les besoins de

la population. Et comme toujours, avant les élections ces personnes-là se retrouvent à l'avant-scène car elles servent de caution morale aux partis. Elles représentent un espoir pour la population. La population vote pour ces gens-là, fait élire un parti puis s'attend à ce que les élus remplissent leurs promesses. À ce moment-là, la machine électorale prend le dessus. Les personnes honnêtes qui ont fait élire le parti sont mises de côté. On les ignore ou on les assigne à des tâches auxquelles elles ne sont pas préparées ou pour lesquelles elles ne sont nullement intéressées. Elles ont alors le choix de ne rien faire de significatif ou de démissionner. On appelle ça, suivre la ligne du parti. La ligne du parti est toujours dictée par les considérations de la finance. La finance, ce sont les riches et les grosses compagnies qui remplissent les caisses des partis. Ils mettent de l'argent dans la caisse du parti au pouvoir et dans celle de l'opposition, ainsi ils sont sûrs de ne jamais manquer leur coup. Les agences de publicité faisant équipe avec le pouvoir récoltent des contrats des grosses compagnies, ce qui les incite à ne pas prodiguer des conseils qui iraient à l'encontre des intérêts du monde de la finance.

Les agences de publicité jouent le même rôle qu'une équipe de tournage derrière un acteur. Sauf qu'après les élections, il n'y a pas de générique et le Premier Ministre ne remercie jamais les agences de publicité. Bien sûr, on les remercie quand même en secret en leur accordant de lucratifs contrats. Des contrats dans les règles avec des soumissions, hi! hi! hi!

S'il vous plaît, vite, vite, un Imprimeur du Québec, Éditeur, Diffuseur, etc., ça presse. Au cas où vous ne vous en souviendriez pas, qui étaient les principaux auteurs ou acteurs dans le scandale des commandites? Les agences de publicité.

Juger les juges

On évalue les écoles, les hôpitaux, les garages automobiles, n'importe quoi ou presque. Pourquoi n'évaluerait-on pas les juges? Comme je suis outré de voir la qualité des jugements rendus, je veux aussi laisser le soin à d'autres de s'exprimer sur certaines décisions ou sentences rendues par les juges.

Comment? À l'aide d'un «blogue». On ne peut pas et on ne doit pas compter sur des subventions de l'État pour exprimer des opinions impartiales. Nos moyens étant limités, nos résultats seront limités également mais non sans conséquence. On ne peut pas embaucher du personnel même à temps partiel pour faire un compte-rendu de ce qui s'y passe quotidiennement. Alors on va devoir se fier sur les victimes ou la télévision pour attribuer des notes de mauvais jugements ou de mauvaises conduites. J'invite donc les gens à voter ou à attribuer des points d'inaptitude aux juges qui sont injustes, incompetents, insouciant, qui ne manifestent aucune empathie envers les victimes.

J'espère avec le temps être capable de vous convaincre de la **nécessité absolue**

d'avoir des tribunaux du peuple. Il faut forcer les politiciens à apporter des changements profonds au Ministère de la Justice.

De plus, comme tout le monde peut le constater à tous les jours, les mots: justice sociale sont absents du vocabulaire de nos élus. Ces mots sont devenus tabous. Personne n'ose les prononcer. Ou bien, ils y pensent mais n'osent pas, ou bien ils n'y pensent pas parce que la justice est totalement absente de leurs préoccupations.

Sur le site web:« **projetsdeloi.com** » vous pourrez vous faire une idée de ce que

pourrait être un pays où les mots: justice sociale sont devenus la préoccupation première de nos dirigeants.

Il fut une époque où pour être juge, il fallait avoir démontré que l'on possédait plus de savoir, de sagesse et d'intelligence que la plupart des gens. Aujourd'hui, il semble que pour être juge, il faut tout simplement démontrer qu'on est prêt à obéir à des directives politiques, à faire des compromis inacceptables, immoraux, incompatibles avec la dignité humaine, le respect des victimes et les objectifs que se donne une société civilisée pour vivre en paix.

Si j'avais le sentiment d'être le seul à penser de cette façon, je me tairais; mais hélas! tout indique le contraire et démontre l'urgence d'avoir des tribunaux qui fonctionnent autrement. Une indépendance du judiciaire envers le politique pourrait améliorer les choses mais pas assez pour nous donner le sentiment d'être bien servi. On est jamais mieux servi que par soi-même.

Les illettrés ont besoin de textes, les lettrés ont besoin de gros bon sens. Quand on s'enfarge ou qu'on se perd dans les textes plutôt que de se servir de son gros bon sens, il est temps d'avoir des tribunaux du peuple.

La justice est un des piliers de la démocratie et la valeur primordiale de l'aristocratie. Les aristocrates sont non seulement instruits mais sont davantage éduqués. Leur lumière, leur sagesse et leur intelligence les incitent à se mettre au service de la société, tandis que nos érudits, nos sociocrates considèrent que la société doit être à leur service.

Le peuple est parfaitement capable de reconnaître ceux ou celles qui sont dignes de le représenter, de faire valoir ses droits, de le défendre, en tenant compte du bien commun, de l'intérêt de tous. L'avenir s'annonce prometteur si on prend en mains ce pouvoir qu'on appelle justice et qu'on a négligé depuis fort longtemps.

Aussi du même auteur: **Condo d'enfer ou L'enfer c'est vous autres**
Pour commander en ligne: trafford.com/06-2158

Présentement, comme on dit, on est loin d'en avoir pour notre argent. Dans La Presse du 18 février 2008, on apprend que nos juges au Québec reçoivent un salaire global de \$302,000. par année, incluant un régime de retraite gargantuesque de \$64,800. Je crois que si l'État se montre si généreux, c'est parce qu'ils lui font épargner beaucoup d'argent avec des sentences dans la communauté. L'obéissance, ça se récompense.

Évidemment, pour eux, ce n'est pas assez. Ils réclament davantage: 5.7% à partir de juillet 2007 plus 2.9% par année subséquente jusqu'en 2010. On doit tenir compte de la capacité de payer des citoyens, crie haut et fort Mme la Ministre Monique Jérôme-Forget lorsqu'elle s'adresse aux employés de la fonction publique du Québec. Va-t-elle leur tenir le même discours? J'en doute. Oui, mais nous devons tenir compte des recommandations du comité indépendant et impartial, qu'elle va nous dire. C'est tellement facile de se réfugier derrière les autres quand il s'agit des professionnels.

Qui a recommandé au gouvernement de verser dans leur fonds de pension un montant de plus de 25% du salaire annuel? Je n'ai jamais vu ça dans aucune convention collective. Quand je pense que les employés de la ville de Montréal n'ont pas eu droit à des augmentations de salaires pour 2007 et que certains n'ont même pas un fonds de pension, où est l'équité?

Après, on viendra nous dire de nous serrer la ceinture...

Points d'inaptitude

Considérer un crime de groupe au même titre qu'un crime individuel. 3 points

Dans un crime de groupe, l'aspect de préméditation aggrave la responsabilité.

Faire preuve de discrimination positive envers une personne d'une communauté étrangère en minimisant la gravité d'un crime commis.
Exemple: absoudre la sodomisation de la fille d'un père musulman.

Ne pas tenir suffisamment compte des condamnations criminelles antérieures dans l'attribution d'une sentence ou d'une remise en liberté.

Minimiser la gravité d'un crime sous prétexte qu'un accusé n'a pas d'antécédents judiciaires. Lorsqu'un individu se déclare homme d'affaires mais qu'on est incapable de savoir quel genre d'affaires il traite, on doit en conclure qu'il vit du fruit de la criminalité.

Lors d'une séparation, ne pas prépondérer la garde partagée comme solution première dans le but d'avantager la mère pour des enfants de 4 ans et plus.

Créer un préjudice presque irréparable envers le père d'un(e) enfant en déclarant que la mère est plus apte à garder son enfant même lorsque les apparences, les faits démontrent le contraire.

Oublier un acte d'accusation grave pourvu que l'accusé plaide coupable à un acte d'accusation moindre. Prostitution de la justice.

Dans la condamnation d'un criminel, ne pas tenir compte de son appartenance à un groupe de criminels organisés.

Ignorer le fait que le crime a été commis envers une personne âgée en donnant la punition habituelle. 6 points

Donner une punition moindre à une personne du secteur professionnel sous le prétexte qu'elle a déjà été pénalisée en subissant une humiliation. 6 points

La sincérité

En politique, les gens sincères sont rarement sollicités. On va plutôt solliciter celui qu'on appelle le «yes man», le bon soldat, celui qui sait obéir et qui ne fera pas de vagues. On ne va pas solliciter celui qui est indépendant d'esprit, celui qui est une figure dominante, avant-gardiste, à moins qu'il soit susceptible de faire remporter beaucoup de votes. Quand cela arrive, on s'en débarrasse après les élections.

Il y a très peu de gens sincères en politique. Très peu viennent pour servir le pays ou son prochain. D'ailleurs, je ne crois pas, à tort ou à raison, qu'on va en politique pour servir un pays. Un pays n'a pas de figure, n'a pas de nom. Un pays, c'est impersonnel. J'admets qu'on puisse aller en politique pour servir son prochain, des humains, oui, mais un pays, non. Dans un pays, nous sommes des numéros vite oubliés. Si vous avez des doutes concernant cette affirmation, demandez aux soldats qui reviennent d'Irak blessés, infirmes. Là, vous allez comprendre. Certains qui sont revenus de la «guerre du golf» peuvent aussi vous en parler. Pour moi, un pays ça ne veut rien dire. Je ne me reconnais pas comme citoyen d'un pays qui ne respecte aucune des valeurs que je considère essentielles. C'est pourquoi je peux très bien comprendre certains musulmans pour qui le Canada est une terre d'accueil, mais sans plus. Même s'il y a des pays pires que le Canada, le Canada ne répond pas à mes attentes. Mes attentes sont sans aucun doute plus grandes que celles des amateurs de hockey ou de sports,

et ça me prend beaucoup plus qu'une Charte des droits et des libertés pour me sentir respecté, membre d'une communauté que je considère comme mienne. Je crois que cette fameuse charte cause autant d'abus que ceux qu'on a voulu éliminer. Il nous manque indubitablement une Charte des devoirs et des responsabilités qui annulerait les abus de la précédente.

D'une personne à l'autre les motivations sont différentes, mais la plupart du temps, c'est une question d'argent. La gloriole, le prestige, peuvent aussi attirer des gens à l'égo atrophié. Quoi qu'il en soit, on ne va pas en politique comme on entre en religion. En religion, les règles sont claires et précises, en politique, il n'y en a pas ou lorsqu'il y en a, elles changent constamment. On peut toujours argumenter là-dessus, mais en définitive c'est toujours le parti au pouvoir qui décide de l'application ou de la modification des règles. On peut donc dire sans trop se tromper que lorsqu'on s'en va en politique, on ne sait pas dans quoi on s'embarque. Et à moins de bien connaître le capitaine, notre avenir est loin d'être assuré. Néanmoins, comme le salaire est bon, raisonnable, certains prennent une chance, tentent le coup. Plus de \$60,000. par année avec des allocations non imposables, c'est nettement au dessus de la moyenne et ça peut être une très bonne raison pour vouloir se lancer en politique.

Le problème dans nos partis politiques, c'est que le chef du parti, une fois élu a tous les pouvoirs. Il est comme le capitaine d'un bateau, maître absolu du navire. Il peut vous larguer ou vous jeter par dessus bord au moindre désaccord. On est alors obligé de dire oui à toutes ses demandes, raisonnables, justifiées ou non, la réponse doit être oui. Si on est jeune, peu fortuné, avec en plus des responsabilités familiales, on est alors mal placé ou positionné pour dire non. Voilà pourquoi on doit choisir des candidats qui sont en mesure de garder leur indépendance d'esprit. On doit privilégier ceux qui sont à leur retraite ou sur le point de l'être car ils sont mieux placés que les jeunes pour dire non à des demandes déraisonnables.

Une des raisons qui m'est apparue comme évidente pour aller en politique est celle de vouloir protéger des intérêts familiaux. L'exemple de l'ancien Premier Ministre Paul Martin est typique de ce qui n'aurait jamais dû exister. Lui et sa famille possèdent une quarantaine de compagnies maritimes, filiales de la Canada Steamship Line Inc. ou presque. Ces informations paraissent sur un site web du Bloc Québécois. Comment ne pouvait-il pas être en situation de conflits d'intérêts? Impossible, absolument impossible. Avec des lois sur la fiscalité concernant l'enregistrement de ses compagnies dans des paradis fiscaux, il est difficile de trouver pire comme situation de conflits d'intérêts. Je sais qu'il existe une législation qui encadre les situations comme la sienne mais même avec la meilleure volonté du monde, les lois ne font pas de miracles. Il est difficile de se soustraire à l'influence prépondérante d'un chef de parti ou d'un ministre des finances. Pour des raisons bien évidentes, il aurait dû être écarté du pouvoir, personne n'aurait dû l'élire.

Malgré sa situation de conflits d'intérêts, s'est-il bien acquitté de son mandat de ministre des finances? Il est difficile de répondre à cette question lorsqu'on n'a pas les chiffres en mains, cependant tout le laisse croire. Mais il a commis un acte qu'on peut qualifier d'impardonnable lorsqu'il a vendu Pétro-Canada petit à petit, morceau par morceau, jusqu'à s'en départir complètement. Comme cette compagnie fait maintenant des profits records, on ne peut tout de même pas dire que c'était un canard boiteux. Quand on pense au bond que le huard a fait ainsi qu'à l'augmentation constante du prix du pétrole, on en vient à la conclusion qu'on s'est départi d'un joyau de la Couronne. Il ne faut pas penser que je fais allusion à la Couronne d'Angleterre, la Couronne à laquelle je pense est l'héritage collectif canadien, le bien du peuple. On ne devrait jamais vendre le bien du peuple sans l'accord du peuple ou de tous les députés, même ceux de l'opposition qui représentent aussi le peuple. En ce sens, un changement de

législation s'impose. Et cette même législation devrait aussi s'appliquer aux gouvernements provinciaux et municipaux, ainsi l'héritage collectif canadien serait protégé à tous les niveaux.

Une autre bonne raison d'aller en politique, c'est d'être à l'affût des bonnes opportunités. En sachant où va passer une autoroute, on peut acheter un terrain et le revendre à profit. En étant ami ou en côtoyant des gens la Caisse de dépôt et placement du Québec, on peut bénéficier d'informations privilégiées. Des informations qui peuvent nous faire rapporter des sous. Je sais bien que c'est illégal, mais tout le monde sait que le délit d'initié se pratique couramment. On ne fait pas ça à des étrangers, mais à un ami, c'est pardonnable... La Caisse de dépôt et placement est un exemple mais il y a quantité d'autres institutions capables de rendre les mêmes services. N'importe quel genre d'institution qui fait l'achat de terrains et de matériel peut aider quelqu'un à augmenter ses revenus ou bien faire ce qu'on appelle une «passe».

Comment ne pas penser que nos politiciens n'agissent pas de cette façon quand plusieurs sont sans le sou à leur arrivée et repartent riches ou millionnaires au bout de quelques années? Et puis il est difficile de les blâmer puisqu'ils peuvent à tout moment se faire évincer ou ne pas être réélus. Alors ces gens-là se disent, on est toujours bien d'en profiter pendant que la manne passe parce qu'après on risque de se retrouver le bec à l'eau.

Notre système électoral, la manière dont la politique fonctionne est boiteuse, défaillante. Il y a beaucoup trop de pression sur les épaules d'un jeune ou d'un père de famille qui s'en va en politique. Quand on est jeune, notre système nerveux est mal préparé pour subir de la pression. Certains jeunes qu'on applaudit, souvent ne tiennent pas le coup sous la pression, ils tombent malades. Même quand on est plus âgé, il est parfois difficile de tenir le coup. J'ai toujours pensé que Robert Bourassa n'a pas été capable d'absorber les grèves du secteur public et que la crise d'Oka l'a achevé. Le

cancer s'est emparé de lui et l'a emporté. Un autre exemple me vient à l'esprit: lors de la «guerre des Six-Jours», le chef de l'armée israélienne et le premier ministre égyptien sont morts tous les deux peu de temps après, eux aussi emportés par le cancer.

Si certains ne tombent pas malades, ils vont par contre commettre des actes qu'ils ne peuvent expliquer, un délit, un petit vol, une stupidité. En psychanalyse, on appelle ça des actes manqués, quelque chose qui les oblige à démissionner ou se faire expulser. D'autres sous la pression ne tiennent pas le coup à moins de prendre un coup, c'est-à-dire de boire une bonne tasse d'alcool. S'ils ne font pas attention, la dépendance à l'alcool les guette et ils sont sûrs de se retrouver avec un nez rouge. Le nez rouge n'est pas l'inconvénient majeur, l'inconvénient majeur est de devoir s'abstenir de conduire son auto presque tout le temps. Il y a trop d'automobiles en circulation pour conduire avec les facultés affaiblies. Et dans les grandes villes, il y a aussi trop de piétons qui ont les facultés affaiblies; une raison de plus pour être doublement prudent, vigilant.

On peut être aussi tenté d'aller en politique pour faire comme nos parents, ce qui est naturel mais pas une garantie de succès. Surtout si nos parents sont décédés, là ça risque d'être encore plus difficile parce que les adversaires de nos parents ne verront pas notre arrivée d'un bon oeil. Il faudra alors démontrer qu'on a des idées différentes, ce qui ne sera pas une sinécure. La pression sera encore plus forte, ce qui n'est pas à conseiller pour un jeune.

Il y en a aussi d'autres qui veulent des changements profonds dans un secteur particulier. Exemple: les soins de santé, le transport, l'environnement, la condition féminine, les garderies, l'instruction. Je n'ose pas dire le mot éducation parce que malgré le fait qu'en 1964 le nom du Ministère de l'instruction publique a été remplacé par celui de Ministère de l'éducation, il ne se fait pas de véritable éducation. Ce qu'on appelle de l'éducation n'est rien d'autre que de l'instruction. Pour éduquer, ça prend de

l'autorité, de la discipline, pas d'autorité, pas d'éducation. S'éduquer demande autant d'efforts que s'instruire, mais ça on ne le sait pas ou on l'a oublié.

Avec toutes les nouvelles approches ou la philosophie qui prévaut actuellement dans l'enseignement, il n'y a pas d'autre solution que de motiver les jeunes à s'autodiscipliner. Imposer de la discipline à l'école quand il n'y en a pas à la maison, ça ne fonctionne pas. Or le meilleur moyen pour inciter un jeune à s'autodiscipliner est l'obtention du permis de conduire. Je ne connais pas de jeunes qui ne pensent pas à conduire un jour une auto. Tu termines tes études, tu as ton permis. Bien sûr avec un examen. Tu ne termines pas, pas de permis. Vous allez voir qu'il y en a beaucoup plus qui vont se forcer et le professeur ne sera pas obligé de crier. Cela peut se faire graduellement: secondaire 3, une mobylette ou cyclomoteur, secondaire 4, une moto, faible cylindrée, secondaire 5, le grand permis. Ainsi ça motiverait le jeune à faire des efforts. Certaines universités américaines ont compris le principe dans le sport. Évidemment, plus on accorde de responsabilités à un jeune, plus son sens des responsabilités doit être élevé et ça, ça vient avec l'éducation. Et pour lui donner le sens des responsabilités, on doit lui montrer ce qu'est un bon citoyen. Là, on peut vraiment commencer à faire de l'éducation en lui montrant très tôt à se comporter comme un bon citoyen, respectueux de l'autorité, des autres, de la vie, de l'environnement, de tout ce que vous voulez. Disons qu'avec ça, il aurait déjà un bon bout de chemin de fait. Et pour bien savoir s'il a compris, s'il a appris quelque chose, eh bien! on lui fait passer un examen, comme dans toutes les autres matières. C'est ça qu'on appelle faire de l'éducation. Un bon examen à la fin du secondaire 5 éviterait que nos jeunes conduisent comme des maniaques sur nos routes et commettent des bêtises irréparables. Il faut apprendre comment se conduire avant d'apprendre comment conduire une auto. Il me semble que c'est le simple gros bon sens et j'espère qu'un jour tout le monde va le comprendre.

Je trouve ça navrant, épouvantable que des jeunes quittent l'école avant même d'avoir terminé leur cours secondaire ou d'avoir appris un métier. Le décrochage scolaire chez nos jeunes est catastrophique, le taux est beaucoup trop élevé et il y a quelque chose à faire. Le désir, le rêve de conduire un jour une auto ou un camion est assez puissant pour inciter un jeune à modifier son comportement. J'y vois aussi dans l'apprentissage à devenir un bon citoyen, une excellente façon de devenir adulte.

Une cérémonie empreinte de sérieux avec une musique de circonstance «noble, grave» lors de la remise du titre de citoyen avec le diplôme de secondaire 5 marquerait l'entrée du jeune dans le monde adulte. Cela deviendrait un rite de passage, une façon de souligner une étape. Les rites de passage sont importants, nécessaires, indispensables. Ils le sont tellement que s'ils n'y en a pas, les jeunes s'en inventent. Alors plutôt que de les voir se comporter comme des imbéciles, il vaut mieux les encadrer et faire les choses de la bonne manière, d'une façon intelligente.

Pour aller en politique tout comme pour aller à l'école, il faut être motivé. Si on ne l'est pas, on ne fera rien de bon. S'il n'y a que le salaire et le prestige qui nous intéressent, on va surgloser, déblatérer, paraphraser dans des joutes oratoires lors des débats en Chambre ou à L'Assemblée nationale, mais sans plus. Là, on assiste à de véritables combats de coqs intellectuels. Presque tous deviennent maîtres dans l'art de répondre aux questions ou de les esquiver. Pour beaucoup c'est une façon de continuer à exercer leur métier d'avocat. Mais nous n'avons pas besoin d'avocats au parlement, nous avons besoin de gens qui veulent améliorer le sort de l'humanité. Ils doivent être capables de répondre aux besoins de tous dans un esprit de justice.

La politique ne consiste pas à faire des sondages pour plaire à une majorité au détriment d'une minorité. La politique consiste à faire des choix éclairés. Ce qui nous éclaire dans nos choix, nos décisions, c'est l'esprit de justice. Pour être juste dans nos

décisions, on est obligé de réfléchir à la façon de l'être, aux moyens d'y parvenir. Si on a l'esprit de justice, on déteste les injustices. En ne voulant pas être injuste, on trouve les moyens d'être juste. Quand un politicien ne prononce jamais le mot justice dans tous ses discours, je me pose de sérieuses questions. Je sais que cet esprit ne l'habite pas et qu'il ne prendra jamais de bonnes décisions. Il sera toujours injuste dans ses décisions.

Les injustices créent de la discorde. Pas de justice, pas de paix. Il faut être juste dans tout ce que l'on fait pour emmener la paix. Cultive la justice et la paix fleurira, ai-je vu sur une pancarte qu'un vieux arborait un Vendredi saint. En politique, comprendre qu'il faut être juste est primordial, c'est la chose la plus essentielle. Là où il n'y a pas de justice, il y a la guerre ou la criminalité. La criminalité est une forme de guerre interne. Quand on vit dans un milieu où il y a constamment des vols et des meurtres, c'est difficile d'être en paix et heureux. Pour vivre dans un climat sain et agréable, il faut qu'il y ait les conditions nécessaires. Si elles ne sont pas là, il faut les créer. Quelles sont ces conditions? Les besoins primaires, essentiels de tous doivent être assurés, comblés: nourriture, vêtement, logement. Ensuite, tout le monde doit avoir la chance, la possibilité de développer son plein potentiel, ce qui veut dire que tout le monde doit pouvoir s'instruire, s'éduquer. Du travail et des conditions de vie raisonnables, et le tout dans l'ordre et la paix. Vous pensez sans doute que j'ai oublié les soins de santé, mais non je ne les ai pas oubliés. Si tout le monde vivait heureux et intelligemment, les gens ne seraient pas malades. Ce qui fait que les soins de santé nous coûtent si cher, ce sont les conditions de vie épouvantables qui découlent d'une mauvaise instruction et d'une mauvaise éducation. Vous allez me dire qu'il y en a qui exagèrent dans le chargement des coûts, dans l'administration des soins, c'est vrai je vous le concède. Mais c'est un peu de notre faute, on a pensé qu'il suffisait d'avoir des universités, d'instruire des gens pour en faire des bons médecins, des bons

infirmiers, des bonnes infirmières et que tout irait bien. Ça, c'est une grave erreur, on a oublié une chose essentielle, il fallait aussi les éduquer. C'est ce qui se produit quand on n'est pas éduqué, on perd le sens des réalités. Être éduqué signifie être civilisé. Être civilisé, c'est être capable de penser aux autres, de tenir compte des autres, d'apprendre à vivre en société. C'est ça, être civilisé. Et ce n'est pas à l'université qu'on apprend ça. Si nos parents ne nous le montrent pas, ne nous l'enseignent pas, on ne le saura jamais, on ne le comprendra jamais. C'est une leçon qu'on doit tirer, qu'on doit apprendre pour le futur. En attendant, on est obligé de faire du mieux qu'on peut avec ce qu'on a. Plus loin, j'expliquerai comment on peut faire mieux. Ce n'est pas parce que des gens riches paient des sommes faramineuses à des professionnels de la santé, que tout le monde doit baser ses demandes sur ce que le plus riche donne. Le concept de la parité, c'est pour les riches. Les pauvres sont obligés de s'organiser autrement. S'ils ne le font pas, comme toujours ils se font organiser, exploiter. Dans une société capitaliste, égoïste, c'est tout à fait normal, naturel, on blâme les pauvres de ne pas faire d'efforts pour changer leur destin. On ne tient pas compte des pauvres, on fait comme s'ils n'existaient pas. On se glorifie d'être riche et on ose même étaler son opulence. C'est monstrueux, indécent. En glorifiant l'opulence qui côtoie la misère, on encourage l'égoïsme. C'est le grand mal de la société capitaliste et sans aucun doute le plus honteux et le plus répugnant pour une personne civilisée.

Le but premier de l'instruction, c'est de se faciliter la vie et non de s'enrichir en appauvrissant les autres. Le but premier de l'éducation, c'est de vivre en harmonie avec les autres, de vivre en respectant les autres, en tenant compte de leurs besoins, en les aidant du mieux qu'on peut.

Si on ne pense qu'à soi, qu'à s'enrichir, on va traiter les autres comme des

animaux ou pire encore comme des objets qui ne servent plus à rien, qu'on jette à la poubelle. À ce moment-là, on embauche et on congédie comme bon nous semble parce que le profit, c'est ce qui compte le plus. De là, la révolte du monde ouvrier qui pour se protéger forme des unions. Mais avec l'abolition des frontières, l'absence de douanes pour les riches, les unions n'ont plus aucun pouvoir surtout dans le secteur manufacturier.

Les leaders gouvernementaux jouent les bons samaritains en prétendant qu'ils acceptent les unions tout en faisant le maximum pour minimiser leur influence. J'appelle ça de l'hypocrisie, de la malhonnêteté intellectuelle. Pour éviter les abus d'un côté comme de l'autre, il faut se doter de règles précises, de mécanismes de contrôle, ainsi on parvient à régulariser des accords et éviter des conflits destructeurs.

Quand tout est permis à un groupe, que ce soient des ouvriers ou des patrons, on est sûr d'une chose, il va y avoir des abus. Il faut que les règles soient telles que ce ne soit pas payant qu'il y ait des abus, ainsi personne n'en fait. Si on se permet d'imposer des amendes à un syndicat, on doit se permettre de faire la même chose avec les patrons. Les règles doivent être les mêmes pour tout le monde sans exception, même pour les professionnels. Si on est obligé de faire une exception à cause du contexte international, il doit y avoir un consensus dans toute la population pour ne pas créer d'injustices. L'idée de créer une société juste doit être la base fondamentale de toute constitution. Non seulement de toute constitution, mais aussi de toute notre éducation.

On ne peut pas éliminer la religion dans nos écoles sans la remplacer par l'enseignement de préceptes moraux. L'altruisme, la générosité, la justice doivent baigner toutes les matières. Et ça, toutes les religions le comprennent et l'acceptent. Si le but commun de notre société était de créer la société la plus juste de toute la

terre, la créativité de tous serait mise à contribution et nous serions le peuple le plus riche, le plus prospère de toute la terre, et par le fait même le plus heureux.

La politique

La politique est un sport où tous les coups sont permis. J'ai déjà entendu ça quelque part et je trouve que c'est avoir bien peu de respect envers les autres ou son prochain. Malheureusement il semble que dans notre pays, la politique ressemble étrangement à notre sport national, le hockey. Plusieurs politiciens s'en inspirent. Que se passe-t-il dans notre bon (?) sport national?

Souvent, régulièrement, des joueurs sont agressés sauvagement à coups de bâtons, de patins, de poings. On se demande même parfois s'il n'y a pas eu une tentative de meurtre. Certains subissent des blessures graves, presque mortelles, reviennent sur la patinoire avec des séquelles permanentes, et d'autres ne reviennent pas du tout.

À la suite de tels comportements, on s'attendrait à ce qu'il y ait des réprimandes sévères, des punitions exemplaires, mais non, rien de tout cela ne se produit. On accorde un petit congé aux joueurs fautifs pour qu'ils aillent se refaire des muscles. C'est aberrant. On s'attendrait à ce qu'ils soient bannis à vie, qu'ils indemnisent leurs victimes, mais non, ça n'arrive pas. On ne veut surtout pas civiliser ce sport, on tient à ce que ça reste un sport viril, un sport d'hommes, un sport populaire qui attire les foules ou les folles. Il faut que ça soit rentable. Voilà le critère numéro un. C'est celui-là le plus important. On se croirait au temps des romains, du temps des gladiateurs. On confond la virilité avec la brutalité animale.

On voit des commentateurs sportifs argumenter pendant des heures avec des discours d'ados attardés en condamnant du bout des lèvres des gestes inexcusables, des actions barbaresques. Quel exemple pour la jeunesse! C'est pitoyable, c'en est révoltant de les voir, de les entendre. De telles émissions devraient être bannies des

ondes de la télévision. Pourquoi? Parce que c'est de la mauvaise éducation. On banalise la brutalité, on donne le mauvais exemple aux enfants. Il est temps de changer les règles. Quand il y a blessure grave, c'est un vrai tribunal du peuple qui devrait s'en occuper. Et tout de suite, on devrait exiger du joueur fautif, un échantillon de sang et d'urine. Peut-être qu'on comprendrait un peu mieux le comportement de certains joueurs. C'est une honte d'offrir un tel spectacle aux jeunes. Ce sont des éducateurs, des gens responsables qui devraient infliger des punitions aux joueurs de hockey et non des «money maker», des gens sans scrupule, sans conscience. Il est temps de dénoncer haut et fort ce manque d'éducation, de civilisation.

Bien sûr en politique, on n'en vient pas encore aux poings dans notre parlement, du moins pas à ce que je sache, mais on peut observer des comportements qui laissent tout autant à désirer. À l'Assemblée nationale, tout comme au hockey, il n'y a pas de punition. On peut attaquer un adversaire sans aucune raison et la seule chose que l'arbitre ou le président de la chambre va dire, c'est: « Monsieur le député du comté des oubliés, je vous demande de retirer vos paroles. Vous avez utilisé des mots qui sont défendus en vertu du règlement xyz. »

Pour éviter les débats stériles, le temps perdu en paroles inutiles, non productives, ne serait-il pas temps de changer le fonctionnement de tout l'appareil politique? Moi, je crois que oui. Imaginez qu'une compagnie fonctionnerait sur le même principe que l'Assemblée nationale, avec deux partis opposés, un qui veut agir d'une façon et l'autre qui veut agir autrement. Avez-vous une idée de la productivité qui s'ensuivrait? À peu près la même que notre système parlementaire actuel. Un vrai fouillis, un vrai désastre. On s'obstine pour savoir qui a raison sans tenir compte des besoins de la population.

Comment peut-on procéder autrement pour que la volonté des citoyens soit accomplie, réalisée? C'est simple, il ne doit pas y avoir de partis politiques. Il ne doit y

avoir que des représentants du peuple chargés d'exécuter ses demandes, de combler ses besoins. Pas les besoins de la majorité qui leur permet de rester au pouvoir, mais les besoins de tout le monde, de toutes les régions.

Présentement, on pense qu'on a du pouvoir ou le contrôle parce qu'on vote pour un parti qui nous promet de faire ce qu'on lui demande. Mais une fois élu, le parti fait ce qu'il veut. Le chef ou le caucus (nombre restreint de députés occupant les plus hautes fonctions) décide de tout. Le cabinet se permet souvent de prendre des décisions qui vont à l'encontre des intérêts de la population.

On prend en considération les demandes du monde de la finance (les lobbyistes) qui en retour va remplir la caisse du parti. Puis en ce qui concerne le peuple, on lui donne d'une main et on reprend de l'autre. Si on veut satisfaire la finance et le peuple, alors on endette le pays. Le monde de la finance n'étant pas fou, met aussi de l'argent dans la caisse du parti de l'opposition, au cas où le pouvoir change de mains.

Quelque soit le parti au pouvoir, le peuple est toujours perdant. Quand on croit avoir gagné, c'est parce qu'on nous a endetté pour deux fois la valeur de ce qu'on a reçu.

S'il y a des députés honnêtes, (il y en a) ils sont automatiquement écartés des postes décisionnels. Quelquefois, quand des besoins criants sont ressentis dans un secteur particulier, on demande alors à une personne honnête de s'en occuper pour un certain temps. Ça ne dure pas longtemps, aussitôt qu'elle a mis un petit peu d'ordre, hop! on s'en débarrasse. On fait un petit remaniement ministériel pour brouiller les cartes et trouver les moyens d'augmenter les mises de fonds de la finance afin de remporter le "jackpot" aux élections.

La corruption est omniprésente dans nos institutions. Si on ne peut pas éliminer la corruption, on peut au moins la réduire. On élimine les partis avec leurs caisses électorales. Fini, la ligne du parti, les députés pourront enfin faire des choix libres.

Je propose donc que le parlement ne soit composé que d'un seul parti. On élit des maires et les maires de toutes les régions se choisissent un chef, un représentant. Ce représentant devient ministre et les ministres de toutes les régions forment un cabinet. De cette façon, toutes les régions sont représentées. Et c'est ce cabinet qui gère et administre les biens des contribuables.

Le grand avantage de ce système, c'est d'avoir un bassin de personnes qui ont l'expérience de la gestion. Si pour un maire ou une mairesse, c'est son premier mandat, cette personne-là ne sera probablement pas choisie par les autres pour être ministre. Ils vont sûrement préférer attendre pour voir si elle va bien s'acquitter de sa tâche. Nous n'aurons que des gens qualifiés.

Quand leur mandat sera échu, disons après 4 ans, la personne qui voudra être réélue, devra se représenter au municipal. Si elle n'a pas bien fait son travail de ministre, les citoyens ne voudront tout simplement pas la réélire. Les députés, ministres, ne passeront pas leur temps à s'invectiver, se blâmer mutuellement. Ils n'auront pas d'autre choix que d'agir et répondre aux attentes des citoyens.

Au fédéral, c'est encore plus simple, les premiers ministres des provinces forment le gouvernement. Certains vont argumenter en disant que c'est un cabinet bien trop petit. Voyons donc! Présentement, combien y a-t-il de personnes qui mènent vraiment dans un parti? S'il y a des postes à combler, on les comblera avec des gens de la fonction publique qui ont gravité les échelons petit à petit pour arriver à la tête d'un ministère. Ces gens-là sont tout aussi qualifiés que les ministres dans un domaine où ils ont oeuvré toute leur vie. Tous sont des diplômés universitaires. Ceux qu'on appelle les sous-ministres n'ont pas le droit de vote au parlement, mais on les consulte. On continuera de faire pareil. Chacun va être confronté aux besoins des autres et tout le monde va être obligé de mettre de l'eau dans son vin. Chacun va être obligé de justifier ses demandes, et si quelqu'un a des demandes disproportionnées, les autres vont lui

suggérer des correctifs. S'ils ne s'entendent pas sur le choix du chef, c'est celui qui a le plus haut pourcentage de votes supporteurs qui obtient le poste même si sa province est la plus petite de toutes. On leur alloue une semaine pour se décider.

Un autre avantage de ce système, on ne cherchera pas à mentir sur l'état réel des finances pour rester au pouvoir parce qu'il n'y aura plus de partis. Il n'y aura que des gestionnaires. En éliminant l'esprit de parti, les gens vont agir de manière plus responsable. Ils vont être obligés de déterminer des principes et un mode de fonctionnement. Je ne m'inquiète pas, la presse existe et ils vont se faire poser des questions. S'il y a des ministres mécontents, ils vont nous le faire savoir et nous dire pourquoi et nul doute qu'ils vont recevoir une avalanche de suggestions. On ne se fera plus parachuter des Jos Blow qui n'ont jamais rien géré de leur vie et qui nous sont présentés à la manière d'un lapin qui sort du chapeau d'un magicien. Souvent on fait le coup à des personnes honnêtes et je trouve ça injuste qu'une personne soit écartée par son chef à l'aide d'un tel stratagème. Une autre injustice de moins.

La santé

On ne peut parler de santé sans parler de Thomas Clement Douglas, mieux connu sous le nom de Tommy Douglas. C'est lui le père du programme de soins de santé au Canada. On l'a surnommé "Le plus grand canadien", The greatest canadian.

Au moment où il a inauguré en Saskatchewan un programme de soins de santé en 1959, il y avait à cette époque des médecins qui faisaient des visites à domicile. Il y avait des médecins de famille. Aujourd'hui, cherchez-les.

Quand on parlait de médecins, d'infirmières, d'éducateurs, d'enseignants, de maîtresses d'écoles, on parlait de vocations. Le mot vocation, sous-entendait rendre service à la communauté, une certaine partie ou forme de bénévolat. Cela a beaucoup

changé.

Je veux bien reconnaître qu'ils sont des gens bien importants dans notre société, qu'ils méritent d'être bien rémunérés, mais il y a un problème. On ne peut pas les rémunérer à la hauteur ou à la valeur des services rendus. Encore que cette hauteur ou cette valeur reste à être déterminée d'une façon objective.

Payer des médecins à l'acte, c'est comme payer des enseignants au nombre de mots prononcés. On n'imaginerait pas qu'une telle chose puisse arriver, mais c'est pourtant ce qui se produit présentement. Tous nos médecins ou professionnels de la santé devraient être payés à salaires fixes. Sinon, comment faire des budgets quand on a aucune idée des dépenses qui vont survenir? C'est impossible. Quand on dépense 40% et plus uniquement pour la santé et 30% pour l'éducation, c'est évident qu'on va être obligé d'emprunter ou de s'endetter pour joindre les deux bouts. Aucun pays ne peut se permettre de dépenser 40% de son budget uniquement pour des soins de santé. C'est comme demander à un travailleur ouvrier de dépenser 40% de son salaire juste pour se nourrir, rester en vie. Et le reste alors? Le logement, le vêtement, le transport, le chauffage, l'électricité, le téléphone, les articles d'utilité courante,

comment va-t-il les payer? C'est facile de dire:

«l'autre est moins important mais il est plus payé».

Est-ce une raison pour faire pareil? Si tout le monde se met à abuser, c'est la folie qui l'emporte. On doit s'en prendre aux abuseurs et non aux abusés.

Quand on veut construire des mégas hôpitaux, on a un méga problème entre les deux oreilles. On a fermé des hôpitaux parce qu'on n'avait pas les ressources humaines et l'argent pour garder des patients à l'hôpital dans des chambres et on veut en construire des mégas? Avec quel argent? Et le nouveau personnel, avec quel argent va-t-on le payer? Présentement on parke les gens dans des corridors parce que ça

coûte trop cher, on ouvre les chambres ou lits quand les gens sont mourants, whoo les moteurs, n'allez pas trop vite. Les corridors sont remplis et deux infirmières doivent parfois s'occuper de 50 patients. Où va-t-on prendre l'argent quand ce super service nous coûte déjà une fortune? Je suggère donc un méga corridor avec des infirmières en patins à roulettes. Si on ne veut pas de dépassement de coûts, c'est la seule solution avec le système actuel.

On a essayé toutes les façons de ne pas dépasser les coûts. On a même récompensé les directeurs médicaux pour qu'ils ne dépassent pas l'enveloppe budgétaire, comme c'est brillant! Ce n'était pas l'idée du siècle. Il y a eu des épidémies de C difficile à cause de la malpropreté, de la négligence de toutes les règles d'hygiène. Il y a eu plus de monde qui sont morts de la C difficile en 2 ans qu'il y en a eu dans l'effondrement du World Trade Center. Puis la maladie du légionnaire a causé des ravages énormes à cause du mauvais entretien des systèmes de ventilation. Des milliers de personnes sont mortes sur les listes d'attentes et des patients incontinents ont été laissés dans leur marde pour ne pas payer plus qu'une couche par jour. Il y a eu tellement d'abus que presque tous les directeurs médicaux devraient être en prison pour négligence criminelle.

Tout ce qui s'est passé est digne d'un film d'horreur, d'épouvante. Nos hôpitaux étaient devenus les hôpitaux de la mort. On n'était pas certain d'être capable de décontaminer les hôpitaux, imaginer l'ampleur d'un tel problème avec un méga hôpital. Impensable. Il a fallu un changement de gouvernement pour que les abus cessent. Mais on n'ose pas blâmer les médecins qui ont fermé les yeux, assisté en silence à cette tragédie. Les abuseurs sont toujours mal placés pour faire la leçon aux autres.

Quand on demande à un ministère de se serrer la ceinture, on coupe à la base, là où c'est le plus essentiel, puis en haut dans l'administration, on se récompense pour avoir été des bons gestionnaires. Non seulement ils ne devraient pas être récompensés, mais

ils devraient subir des diminutions de salaires.

On essaie de nous faire croire que les coûts exorbitants sont dûs aux bâtisses, à l'équipement, alors que ce sont tout simplement les salaires des médecins, chirurgiens et autres spécialistes qui sont disproportionnés en rapport avec les services rendus. Peut-être aussi n'avons-nous pas besoin d'autant de scanners qu'on le prétend. Je ne nie pas leur importance ni leurs qualités, mais en fait-on un usage intelligent? Ce n'est pas si sûr car des gens du milieu prétendent le contraire.

Si un boucher nous charge trop cher pour couper de la viande, ce n'est pas en lui donnant un couteau neuf que ça va nous coûter moins cher. Il peut toujours dire qu'il en a besoin, mais peut-être faut-il tout simplement l'aiguiser.

Oui, mais ils sauvent des vies ces gens-là que certains vont dire. L'agriculteur qui nous fait manger nous sauve la vie également, allons-nous le payer \$500,000. par année pour qu'il nous fasse manger? Il n'y a pas que les médecins qui sauvent des vies. Les ambulanciers, policiers, pompiers sauvent des vies aussi. Ceux qui s'occupent de la sécurité dans les aéroports, les transports publics, quantité de gens sauvent des vies. Il faut savoir se raisonner et faire comprendre à nos professionnels de la santé qu'on ne peut pas les payer à l'acte, que c'est un non-sens. De plus, ils doivent se répartir les tâches et le travail de manière équitable. Ne pas toujours demander aux mêmes de travailler le soir, la nuit, à l'urgence. Il y en a qui ont des horaires de sénateurs. On doit implanter une manière de fonctionner uniforme dans tous les hôpitaux afin que nos roitelets ne fassent pas de chantage. Il n'est pas juste qu'il y ait 200 médecins rattachés à un hôpital et qu'il y en ait que 4 qui travaillent à l'urgence. Si quelqu'un fait une journée de 8 heures par mois à l'urgence, ça ne devrait pas le tuer. Même si on n'a pas les moyens de payer ceux qu'on a, il nous en manque quand même. Ceux qui voudraient quitter le pays parce qu'ils préfèrent davantage faire de

l'argent que de rendre service, ne devraient plus avoir le droit de revenir au pays pour quelque raison que ce soit. Ils devraient s'inspirer des médecins cubains qui ont plus de coeur au ventre que de cupidité.

On aurait intérêt également à s'inspirer des principes de Tommy Douglas et à faire lire aux enfants dès leur plus jeune âge la fable de Mouseland. Elle est encore d'actualité et il y a de très bonnes leçons à tirer de cette fable.

Merci Tommy Douglas.

Mea culpa

Je m'excuse si certains ont pu penser que les médecins sont responsables de tout le mauvais fonctionnement du système de santé et des coûts reliés à celui-ci.

Habituellement il n'y a jamais qu'une seule cause, il y en a plusieurs, mais toutes les causes sont sous la responsabilité de l'administration. C'est donc en focussant sur l'administration qu'on peut arriver à comprendre comment elle fonctionne et savoir ce qu'elle peut bien vouloir nous cacher volontairement ou non.

L'administration peut nous montrer un paquet de chiffres, mais tout le monde sait qu'on peut faire dire aux chiffres ce que l'on veut bien. Moi, je ne leur fais pas confiance. Pourquoi? Parce que j'ai vu trop d'abus dans le seul but d'avoir un bonus. Je veux bien admettre qu'on ne leur a pas fait la vie facile en congédiant des milliers d'infirmières et en fermant des hôpitaux, mais comme personne n'a eu le courage de se lever debout et de dire que ça n'avait pas de bon sens, ils portent une certaine part de responsabilité.

Lorsqu'on n'a rien à se reprocher, on se lève debout et on se conduit comme des êtres responsables. Cela veut dire quelquefois risquer de perdre son poste, mais c'est le prix à payer pour vivre dans une société civilisée.

Quelles sont les solutions qui s'offrent à nous? Je n'ai pas la prétention de les connaître toutes, je ne travaille pas dans le milieu hospitalier. Ceux ou celles qui travaillent dans le milieu peuvent dire exactement ce qui ne va pas au niveau des services.

Pour remédier à la situation catastrophique, je ne veux pas d'enquêtes, ni d'études, ni de commissions. Parce qu'on ne sera peut-être pas plus avancé après qu'avant, les résultats peuvent s'avérer decevants, et ça va prendre une éternité en plus de nous coûter une fortune. Je suis pour des solutions plus pratiques, efficaces, rapides.

Pour savoir ce qui ne va pas avec les coûts, je suggère que les hôpitaux soient mis

sous tutelle. Ensuite on remet la gestion de ces hôpitaux entre les mains de gestionnaires bénévoles à la retraite qui gèrent des organismes de charité comme Centraide ou autres. On peut faire appel à des fondations, des ONG ou organismes non gouvernementaux. L'important, c'est d'avoir du monde qualifié, responsable, qui ne travaille pas uniquement pour le salaire. Qu'on recrute ces gens-là et les problèmes vont être identifiés et résolus.

On n'est pas obligé de faire ça dans tous les hôpitaux en même temps. On en choisit un, on fait une expérience pilote et on regarde les résultats. J'aimerais mieux qu'on en choisisse un gros au départ, là où les besoins sont urgents et où il y a des économies appréciables à réaliser.

Je vais vous donner un exemple de ce qu'on a fait et qu'il ne faut pas faire. Un an avant la fermeture de l'hôpital St-Michel, on félicitait le directeur de l'hôpital pour sa bonne gestion, on disait que c'était un hôpital modèle. Tout le monde n'avait que des éloges à faire en ce qui concerne l'accueil, les soins, le personnel. Un an plus tard, des imbéciles ont décidé de le fermer.

Au lieu de fermer un hôpital modèle, on le garde ouvert, on s'en inspire et on dit aux autres de faire pareil. On oblige les autres à faire pareil et s'ils ne veulent pas, on les fout à la porte. En faisant le contraire du gros bon sens, une société recule. Si on veut que notre société avance, il faut qu'il y ait du monde intelligent à la tête. Et comment peut-on savoir s'ils sont intelligents? Il n'y a pas moyen de le savoir avec le système actuel, parce qu'on élit du monde qui n'ont jamais rien géré de leur vie. Tout ce qu'ils savent faire, ce sont des promesses.

Privatiser ou non?

Question hypocrite. Après avoir vu mourir des milliers de personnes sur les listes d'attente, beaucoup de personnes n'ont plus fait confiance au système et ont décidé de se munir d'assurances privées. Ça faisait l'affaire du gouvernement. Les directeurs médicaux ont permis à des médecins d'opérer dans le privé en se servant des équipements, des installations du public. En premier, cela se faisait en cachette. Puis ensuite certains ont avoué qu'ils louaient les salles d'opérations pour ramasser des sous pour le public parce que disaient-ils l'enveloppe budgétaire n'est pas suffisante.

Maintenant il y a des mini-cliniques privées qui peuvent opérer. Quand c'est pour opérer des riches, c'est étrange, il ne manque jamais de personnel. Le personnel est toujours disponible et ça se fait dans un temps record. D'autres se dirigent à l'extérieur du pays, en Indonésie ou en Inde pour se faire opérer. Présentement, on est déjà privatisé paraît-il à 31%. Petit à petit, les gens s'en vont vers le privé. Un jour, les gens se poseront la question suivante:«Comment se fait-il qu'il y a plus de monde qui se font opérer dans le privé que dans le public? Comment ça se fait qu'on en est rendu là?»

La réponse est bien simple. On nous aura menti durant des années et on aura laissé les médecins faire ce qu'ils veulent. Et ce qu'ils veulent, c'est de faire le plus d'argent possible en faisant du chantage, et ça marche. Ça marche parce que tout le monde en fait: les indiens, les avocats, les juges, les opérateurs de trains, de métros, d'autobus, les techniciens de la télévision, c'est notre manière de fonctionner.

Il existe bien une loi pour les services essentiels quand il s'agit des travailleurs, mais cette loi ne peut s'adresser aux médecins, aux chirurgiens parce qu'ils ne sont pas des travailleurs salariés. Je pense qu'on doit porter une attention spéciale à cet aspect de leur statut. On paye des taxes pour leurs universités, on paye des taxes pour leurs professeurs, on a donc notre mot à dire. Et mon mot est le suivant: il doit devenir des

travailleurs salariés et si certains quittent le pays, on doit faire en sorte qu'ils soient pénalisés et ne puissent plus jamais remettre les pieds au pays. On doit se montrer aussi durs et aussi indifférents qu'ils se montrent envers leurs frères et soeurs moins fortunés et les plus démunis de la société.

La liste d'attente est comme un boulier de bingo, parfois notre nom sort, parfois il ne sort pas. C'est inquiétant. On pourrait instituer une nouvelle taxe volontaire, la loto du coeur où une partie des profits irait aux opérations du coeur. Ça paraît loufoque, stupide, mais on tolérait les sweepstakes irlandais parce que disait-on, les profits étaient destinés aux hôpitaux. Après enquête, il s'est avéré qu'un gros 1% allait aux hôpitaux. (*Où allait le reste?*) Peut-être qu'un jour, nos médecins se mettront à vendre des sweepstakes? Tu gagnes, on t'opère, tu ne gagnes pas, on ne t'opère pas. C'est un peu le système actuel.

De toute évidence, nos médecins ont besoin d'opérations du coeur parce qu'ils n'ont pas le coeur à la bonne place. Je ne connais pas de systèmes publics ou privés qui puissent donner du coeur à ceux qui n'en ont pas. Dans leur cas, les transplantations ne marcheront jamais.

Quant à nos politiciens, ils ont besoin de se faire opérer le cerveau et j'espère que ce livre leur servira de thérapie lumineuse. Quelque soit le système, il y en a toujours qui vont essayer de faire une piastre avec. Services, appareils, équipements, le Bougon profite de tout. Il n'y a rien sauf l'éducation qui puisse nous donner un système dont on peut vraiment s'enorgueillir.

Les médicaments

Il faut bien parler des médicaments puisqu'ils nous coûtent eux aussi une fortune. Le laboratoire de l'Institut Armand Frappier fabriquait à une certaine époque des vaccins en utilisant des oeufs comme support de base pour l'incubation. C'était peu coûteux et

rentable. C'était un héritage laissé par ce chercheur émérite, humaniste qu'était le docteur Armand Frappier. Ce laboratoire appartenait à l'État, au peuple, à tous les québécois.

Pour une raison qui échappe au bon sens, de grands nationalistes ont décidé de vendre ça à l'entreprise privée. On l'a vendu à Biochem Pharma sous une forme de partenariat douteux. Puis Biochem Pharma a été achetée par Glaxo-Smith-Kline, puis GSK a été vendue à Shire Pharmaceuticals qui a fermé ses portes en mettant à pied 500 employés. C'est ce qui arrive quand on ne voit pas plus loin que le bout de son nez. C'est une honte d'avoir agi ainsi. Au lieu d'investir et d'en faire un Médi-Québec pour fabriquer des médicaments génériques ou même acheter des médicaments en gros, on s'est déresponsabilisé. On a vendu ce qui appartenait au peuple sans lui demander sa permission. On ne s'attendrait pas à ce qu'un gouvernement qui se dit nationaliste vende ce qui appartient à la nation, au peuple. Mais comme on vit au pays des Bougon, la province la plus corrompue du Canada, la province où les scandales se succèdent à un rythme effarant, on ne peut se surprendre de rien. Sur quoi je me base pour dire que c'est la province la plus corrompue du Canada? Sur des faits, mon expérience de vie et des commentaires d'amis. Les faits: le scandale des commandites, Norbourg, Nortel, Norshield, Triglobal, Cinar, L'Alternative, Mount Real, Jitec, Enviromondial, Opus Capital, Acamex Capital, Crystal Ontrack, Chatam Trading et toute une litanie qui n'en finit plus. Ça vous surprend? Sans compter la contrebande des indiens, la culture de la drogue, les sièges sociaux des familles de mafiosi, les groupes criminalisés, le télémarketing, etc. Et quand on regarde le prix de l'essence au Québec, on s'aperçoit que les vrais newfies ne sont pas au Newfoundland, mais au Québec. Est-il possible de trouver pire ailleurs? Non. Les arnaqueurs, fraudeurs, voleurs s'en donnent à coeur joie au Québec. Ici, c'est leur paradis. Pourquoi c'est comme ça? Parce qu'on a une justice aveugle, des politiciens profiteurs et une presse complaisante. Sans compter nos

comptables agréés, (CA) qui se qualifient d'indispensables. C'est vrai qu'ils sont indispensables. Pour qu'il y ait autant de fraudes et que les fraudes atteignent de telles envergures, leur participation est absolument essentielle. Et ça en prend une quantité phénoménale. Nos Crosseurs Authentiques s'en tirent aussi bien que nos notaires sans scrupule, ils réussissent à se faire oublier comme par magie. Qu'est-ce qui se cache derrière cette magie? Comme on dit en bon québécois, ça fait dur. Un autre signe alarmant que la corruption est généralisée, surtout dans les classes les plus riches et les plus favorisées de la société québécoise. Oui, nous vivons au pays des Bougon, la province la plus corrompue du Canada. Même s'il advenait une supposée indépendance, le peuple n'en tirerait aucun profit tellement la corruption est grande. En très peu de temps, on ressemblerait à certains pays africains ou sud-américains qui souffrent de la corruption. Ils ne s'en remettent pas. Triste constat. Il faut savoir prendre sa pilule quand c'est le temps de la prendre.

Il faut se méfier des curés de la politique qui portent la soutane du nationalisme. Cette soutane qui dit: «Comment osez-vous porter des jugements sur nous, vous ne voyez donc pas que nous sommes nationalistes?» Ces curés m'enragent. Pendant que les curés de la religion fouillaient dans les poches des petits, les curés de la politique, eux, fouillaient dans les poches des grands. Leurs intentions n'en étaient pas moins coupables. Ils se ressemblent, chacun prenant ce qu'ils convoitent le plus et arrachant aux uns et aux autres, leur dignité. La plus grande richesse de l'enfant, c'est sa pureté, celle de l'adulte, c'est sa fierté de pouvoir vivre d'une façon décente et

honorable sans être aux crochets de l'État ou sans être obligés de travailler au noir.

En surtaxant le contribuable et en acceptant des politiques qui l'acculent à la pauvreté ou à la misère, on lui enlève sa dignité.

Ce qui appartient à l'État ou au peuple doit rester la propriété du peuple. On ne doit jamais vendre le bien du peuple à des compagnies privées sous quelque condition, avec ou sans condition. Une compagnie peut faire faillite, être saisie et on perd tout.

Quelque soit le parti au pouvoir, on doit s'en méfier quand il veut vendre le bien du peuple. Que ce soit un parc forestier ou un parc **immobilier**, on doit en prendre un soin jaloux et ne permettre à quiconque de se l'approprier.

Il faut surveiller les partenariats, car les partenaires peuvent se réunir, former un consortium, devenir le principal fournisseur et avaler celui qui les a nourris sans que ça paraisse.

Si on met un doigt dans un engrenage, on peut y perdre non seulement son doigt, mais toute la main. Et dépendant de la grosseur de l'engrenage, on peut aussi y perdre tout le bras ou le membre au complet.

Je ne comprends pas qu'on ne puisse pas avoir un Médi-Québec, ne serait-ce que pour sauver 50 millions de dollars par année. Parce que 50 millions, c'est une bagatelle en comparaison avec tout ce qu'on dépense. Bien avant que le Parlement Jeunesse du Québec ait rédigé un tel projet de loi, cela aurait dû être en vigueur. On fait semblant d'écouter le Parlement Jeunesse du Québec, mais dans le fond on s'en fout comme l'an quarante. On se sert de ce parlement comme caution morale, pour se donner bonne conscience, pour parfaire l'image de nos politiciens. Si on était sérieux, ça ferait longtemps qu'on aurait un Médi-Québec. Même si Médi-Québec existait, il n'est pas sûr qu'on obtiendrait les résultats souhaités parce que la corruption est omniprésente dans nos institutions, mais au moins on se doit de tenter le coup.

Rien ne dit que deux ou trois chercheurs ne pourraient pas rapporter à l'État mille fois leur salaire en inventant un médicament quelconque. Je suis convaincu qu'il y a des gens qui sont prêts à faire de la recherche, à rendre service à l'humanité, et qui seraient contents de travailler pour l'État à un salaire bien inférieur à celui qu'une compagnie pharmaceutique leur donnerait. Encore faudrait-il leur en donner la chance, l'occasion. Si on avait donné une chance à Gaston Naessens de prouver la valeur du 714X plutôt que de le harceler, piéger et de l'accuser mesquinement, peut-être aurions-nous plus de chercheurs. Et qui sait ce qu'on aurait pu découvrir d'autre?

Si l'État fabrique un médicament, ça lui coûte moins cher que de l'acheter, et en plus ça lui rapporte. Comme les compagnies pharmaceutiques font des profits records, il y a sûrement des économies à réaliser. Mais peut-être ont-elles des lobbyistes trop généreux?

La monarchie

Quelqu'un me disait que la monarchie est un système qui est dépassé, désuet et qui ne devrait plus exister. Je ne comprends pas disait-il que les anglais persistent à vouloir garder leur reine. C'est pourtant un peuple instruit, intelligent qui aurait dû tirer des leçons de la révolution française, et en plus, elle leur coûte une fortune. J'essaie de trouver une logique là-dedans, je n'y arrive pas.

Leur monarchie est encore mieux que la nôtre lui dis-je. Ici, au lieu d'avoir un roi ou une reine, nous en avons plusieurs. La nôtre, notre monarchie nous coûte plus cher que la leur. On se croirait au temps de Louis XIV. Il y a un paquet de roitelets qui nous gouvernent sans être élus. Est-ce que les sénateurs sont élus? Le gouverneur général, le lieutenant-gouverneur, qui se pensent plus riches que la reine? Même les ouvriers ont leur sénat, le sénat des syndicats, le Congrès du Travail du Canada. Qui votent pour ces gens-là? Qui décident de leurs salaires? C'est pas moi, certain.

Puis en plus de ça, il y a le Conseil canadien de la magistrature, le Barreau, tous les directeurs des Ordres professionnels qui décident des tarifs et s'octroient des salaires. Est-ce que ces gens-là nous demandent la permission pour faire quelque chose? Est-ce qu'on a un mot à dire là dedans? Pas du tout. Les présidents de banques avec leurs conseils d'administration se votent des salaires de fous, puis nous autres les caves, on n'a pas un mot à dire, on paye. Puis il y a les banques des compagnies: les fonds mutuels. Tu devrais voir les lois qui protègent les gestionnaires, c'est presque aussi pire que l'immunité diplomatique.

La monarchie d'Angleterre, ce n'est rien en comparaison avec la nôtre. Au moins la

leur attire des touristes, elle rapporte un peu d'argent, tandis la nôtre nous coûte une

fortune et tout ce qu'elle nous donne, c'est la turista.

La reine, c'est le chapeau du peuple, le collier de diamants de la bourgeoisie anglaise. Quand elle se promène dans son carrosse de Blanche-Neige entourée de cent nains, tous les anglais en sont fiers. Ils se disent, peut-être que nous aussi un jour, on va pouvoir monter dans son carrosse. Elle représente l'espoir des pauvres. Un peu comme les tableaux de Renoir avec des femmes bien vêtues, élégantes, représentaient l'espoir des paysannes. Quel beau rêve!

Elle représente la tradition, la richesse. C'est un symbole. C'est comme avoir une Rolls-Royce dans son garage. On la sort de temps en temps pour montrer qu'on est riche, et les gens nous regardent, nous félicitent. C'est peut-être pas si bête qu'on pourrait le croire. Entre les deux monarchies, je me demande laquelle des deux est la pire.

Quand je vois toutes les usines qui ferment, les banques de nourriture qui se multiplient, des milliers d'écoliers qui ne mangent pas à leur faim, des milliers de sans-abris qui squattent ou couchent sur la rue, je me dis qu'il serait peut-être temps de se débarrasser de notre petite monarchie, de notre petite Cour de Louis XIV.

L'État doit cesser de se mentir à lui-même et de mentir à la population en utilisant Statistique Canada. Ça ne va pas si bien qu'on le dit ou qu'on le prétend. Même avec deux emplois, les gens ont peine à joindre les deux bouts sans s'endetter.

Durant une décennie, même s'il n'y avait pas d'emplois, les jeunes vivaient chez leurs parents, d'autres avec l'héritage. Maintenant, les parents meurent, se séparent à cause des chicanes engendrées par les difficultés financières, l'héritage s'effrite et on commence à ressentir **gravement** les effets de la folie du Libre-échange qui

n'est rien d'autre que de la contrebande. La contrebande des riches.

Aucune économie ne peut subsister lorsqu'il y a de la contrebande. Nous entrons lentement? sournoisement dans une dépression. il faut faire marche arrière et reconstruire la société.

La corruption

Il n'y a pas de plus grand fléau que la corruption dans toute société. Pourquoi? Parce qu'elle ravage l'économie d'un pays, crée de l'injustice et des inégalités sociales. Elle mine la crédibilité et la confiance chez les étrangers. Quand on sait qu'il y a de la corruption, il se signe des ententes à rabais sur le dos du peuple. Aussi le travail est bâclé, mal fait et cela occasionne parfois des tragédies. Exemple: l'effondrement d'un viaduc causant des morts.

Souvent on nous fait entendre le témoignage de victimes de la corruption, mais on oublie de nous dire qu'il y en a de nombreuses autres dont on n'entend jamais parler.

Si on laisse faire la corruption pour sauver des sous ou pour en empêcher, alors elle augmente et se répand. C'est comme un cancer. On doit agir tout de suite, on ne peut pas se permettre d'attendre car plus on attend, pire que c'est.

Présentement, on a beaucoup trop attendu. J'insiste pour dire que la corruption est telle dans la province de Québec que même si la province devenait autonome, indépendante, souveraine, le peuple n'en tirerait aucun profit ou bénéfice. Nous ressemblerions à certains pays où la corruption est tellement grande qu'ils n'arrivent jamais à s'en remettre, ils ne se développent pas et la pauvreté augmente au lieu de diminuer. *Avez-vous l'impression que la pauvreté augmente ou qu'elle diminue au Québec?*

Jamais la corruption n'a atteint un niveau aussi élevé qu'aujourd'hui. À 65 ans, mon expérience de vie devrait compter pour quelque chose. Ici comme ailleurs, il y a toujours

eu de la corruption, mais il y en a davantage aujourd'hui. Le Québec a été durement touché par le Libre-échange et la pauvreté a augmenté. À la vue du mot libre, les gens ont embarqué, acquiescé et se sont fait avoir dans cette espèce de marché de dupes qui n'est rien d'autre que de la contrebande.

J'aborde les causes en premier, mais je vais en venir aux faits. Deux: il y a eu une absence d'éducation, d'enseignement des valeurs morales provoquée par la disparition de la religion. On ne semble plus savoir discerner ce qui est bien de ce qui est mal. Trois: les citoyens ont cru que le nationalisme était une vertu et ont pensé qu'en élisant un gouvernement nationaliste...?... on était à l'abri de la corruption. On a un système judiciaire, toutes sortes d'Ordres, d'organismes chargés de veiller à ce qu'il n'y en ait pas, mais rien ne fonctionne.

Notre système est pourri jusqu'à la moëlle des os. À peu près tout le monde connaît les avocats de la pègre ou qui font partie de la pègre. De temps en temps, un juge se fait prendre, mais ils sont tellement bien protégés que c'est un miracle d'en prendre un en défaut. C'est difficile de trouver pire que nos jugements de cour, ils résistent à toutes les critiques et ça ne va pas dans le sens de l'amélioration.

Y a-t-il une province où il y a autant de scandales? Non. Pourquoi? Parce qu'ici, c'est le free for all. Et je peux vous dire que si l'ancienne Commission des valeurs mobilières faisait vraiment son travail, on en trouverait dix fois plus. Quand elle portait ce nom, sa réputation était telle qu'elle avait intérêt à changer de nom. Même si on portait plainte, on faisait rire de soi, j'en ai fait l'expérience. Et il semble que ça n'a pas beaucoup changé. Vous avez sûrement oublié Bre-X et Castor Holdings. Bof!

Où est-ce qu'il y a le plus de fraudes? C'est là où il y a le plus d'argent. Et où est-ce qu'il y a le plus d'argent? À la Bourse. Et quel est le monde le moins surveillé? Les gens de la Bourse. C'est pourquoi c'est si facile de frauder. Les pires scandales sont dans la

province de Québec parce qu'ici, on ne vérifie rien. Les organismes chargés de nous protéger contre les fraudeurs du monde la finance ne font pas leur travail. Le gouvernement n'y tient pas, ce n'est pas rentable pour les caisses des partis politiques. Et en plus comme les banques sont partie prenante dans toutes les grandes fraudes, le gouvernement met le couvercle sur la marmite, ça devient trop difficile à gérer. Le gouvernement a besoin des banques. Il ne peut s'en passer. Qui mène ici? Qui contrôle tout? Ce sont les banques. Les banques sont au Canada ce que les compagnies de pétrole sont aux États-Unis. Ce sont elles qui font marcher l'économie. Les grosses compagnies empruntent dans les fonds mutuels, les fonds mutuels appartiennent pour la plupart à des banques, donc elles ont la main sur tout. Elles sont même propriétaires des firmes de courtage. Ces mêmes firmes sont propriétaires à différents degrés des fonds mutuels. On l'apprend quand les fonds mutuels fusionnent et qu'on nous envoie une "proxy" ou une procuration, un vote pour accepter la fusion. Mais au moment de l'achat des parts, c'est impossible de le savoir.

On laisse faire les banques. On prend pour acquis qu'elles sont irréprochables. Ça semble être le cas tant qu'elles portent le nom de banques, mais quand elles agissent sous le nom de Valeurs mobilières ou Trust, alors là on doit s'interroger longuement, se poser de sérieuses questions. Même en ce qui concerne les banques proprement dit, je m'interroge encore sur le racket des deuxièmes hypothèques que j'ai dénoncé déjà dans mon premier livre. On consent à des deuxièmes hypothèques que l'emprunteur ne paiera pas mais qui vont rapporter autant en crédits d'impôts parce que la dette grossit d'année en année. Le deuxième créancier ne saisira pas pour payer le premier et perdre son crédit d'impôt. Une deuxième hypothèque à un taux de 20% et plus, c'est payant, payant, payant...

À la Bourse, il n'y a pas de règles. En principe il y en a, mais qui a les reins assez forts pour les faire respecter? Qui peut entamer un combat contre une banque ou un

fonds mutuel? N'essayez pas, même si vous avez raison, ça va vous coûter plus cher que ce que vous avez perdu. Si un âne s'attache à un éléphant et que l'éléphant décide d'aller à droite, l'âne va suivre même s'il veut aller à gauche. Pourquoi? Parce que l'éléphant est plus gros, plus pesant, plus fort. Les fonds mutuels sont de gros éléphants qui font ce qu'ils veulent. Ne soyez pas âne au point de vous attacher à un éléphant parce que l'éléphant fait ce qu'il veut. On vient nous secourir au moment où il est trop tard. L'Autorité des marchés financiers joue à peu près le même rôle qu'un syndic de faillite. Ils sont bons après la catastrophe, ils distribuent des mouchoirs aux victimes. Mais c'est avant qu'il faut agir, après c'est trop tard.

La situation est alarmante sans être désespérée. (L'espérance est là) Que peut-on faire? Un, il faut accepter, reconnaître qu'on a un problème avec la corruption, parce que si on le nie, on ne fera rien et la situation ne va qu'empirer. Il faut être assez intelligent pour dire oui, c'est comme ça. Je vois déjà des sondages réfutant cette allégation, mais connaissez-vous des fraudeurs qui vont dire oui, nous sommes fraudeurs? On va poser une question bien simple, genre: avez-vous l'impression que nous sommes un peuple de fraudeurs? Bien sûr que non, il y a de la fraude mais il ne faut tout de même pas exagérer. Fraudes, arnaques, télémarketing, fausses faillites, faux déménageurs, contrebande, drogues, vols de tous genres, tout est banalisé. Notre système judiciaire ne veut pas pénaliser parce qu'on manque de prisons et moins on pénalise, plus les vols augmentent.

Ensuite, mettre en place une série de mesures pour contrer la corruption, et parmi ces mesures, la plus importante de toutes est l'éducation. Pas n'importe quelle éducation. Éduquer les gens à devenir des bons citoyens. Ce genre d'éducation s'adapte à toutes les religions et aucune ne peut s'objecter à une telle éducation. Le meilleur moyen de le faire est d'instaurer le titre de citoyen. Ensuite, il faut s'occuper

sérieusement de notre système judiciaire parce que les fraudeurs rient du monde avec les sentences qui leur sont attribuées. Si on condamne quelqu'un à faire 4 ans de prison pour avoir volé 40 millions de dollars, la personne va faire les 4 ans avec le sourire. Les riches s'en tirent toujours à bon compte et on s'acharne sur les pauvres surtout à l'impôt comme s'ils volaient 100 millions.

Je suggère un tribunal du peuple avec la possibilité de faire appel à un autre tribunal du peuple seulement. Si un deuxième tribunal juge que les motifs d'en appeler sont insuffisants, ça s'arrête là. Tant et aussi longtemps que l'appareil judiciaire ne sentira pas le pouvoir lui échapper des mains, il ne fera aucun effort, il va continuer à mettre sa soutane de monseigneur et à s'encenser.

C'est seulement quand ils seront acculés au pied du mur qu'ils vont commencer à bouger, pas avant. Il est temps de reprendre le pouvoir, le droit de se protéger convenablement. On accorde trop de pouvoir aux directeurs de prisons qui relâchent des dangereux criminels pour ne pas faire de déficits. On libère des fous, des maniaques, des assassins pour ne pas dépasser l'enveloppe budgétaire. Et tout se fait sans qu'on ne puisse rien dire ou faire. Puis quand il survient un meurtre par la suite, on se demande comment il se fait qu'on a libéré un maniaque qui n'aurait jamais dû être libéré. La Commission des libérations conditionnelles rend des décisions qui semblent être prises sous l'effet de l'alcool ou dans un état d'ébriété avancé. C'est la seule explication logique qui nous vient à l'esprit suite à la libération de certains maniaques qui ont tué du monde. Et puis ces gens-là nous coûtent cher, bureaux, matériel, même autos, c'est le grand traitement, le grand luxe, on les gâte tellement qu'à vrai dire ils sont pourris.

Qu'on ne vienne pas essayer de nous faire croire que ces gens-là ont des diplômes ou qu'ils sont plus intelligents que la moyenne du monde. Un tribunal du peuple ne pourrait jamais faire pire que ce qu'il s'est fait ces dernières années.

Si on veut fonctionner avec des enveloppes budgétaires, cela doit se faire sur le dos des criminels et non sur le dos des payeurs de taxes. Si on trouve qu'ils nous coûtent trop cher, on fait en sorte qu'ils deviennent rentables. On pourrait fort bien leur faire trier tous les déchets et récupérer des objets de toutes sortes: ordinateurs, imprimantes, télévisions, etc. Si les directeurs de prisons et le Ministre de la sécurité publique ne savent pas comment faire, on peut toujours les envoyer en Chine pour qu'ils visitent certaines prisons chinoises. S'il faut absolument un petit incitatif pour les décider à faire bouger leurs neurones, on peut toujours dire oui à un petit voyage. Mais c'est loin la Chine. De toute façon, ils doivent sûrement se faire payer des voyages qui coûtent aussi cher et qui ne rapportent rien. Alors je peux me montrer gentil et dire oui parce que je ne suis pas méchant. Tout ce que je veux, c'est un peu plus de justice, un minimum acceptable. Et pour ça, je suis prêt à consentir à leur payer un voyage à la condition qu'ils agrandissent l'enveloppe budgétaire pour ne pas libérer des maniaques. Il me semble que ce n'est pas trop demander. On n'a pas besoin d'aller à l'ONU ni de changer la constitution. C'est simple, il suffit de s'enlever les doigts du nez et de dire oui, je le veux.

Je veux aussi qu'on change le processus de nomination des commissaires chargés des libérations conditionnelles. On doit procéder par voie de concours et exiger au moins un Secondaire 3. Avec cette exigence minimale et certains tests d'aptitudes, on coure la chance d'avoir des individus plus qualifiés. La nomination des commissaires enlève toute crédibilité au système. Quand est-ce qu'on va se réveiller et qu'on va procéder par voie de concours? Faut-il qu'il arrive une catastrophe, un malheur de plus? On ne le répétera jamais assez, il faut surveiller ce pouvoir qui dérape et le remettre à sa place. C'est à nous qu'il appartient de dire à ce pouvoir la place qu'il doit occuper et non de lui laisser occuper la place qu'il pense avoir le droit d'occuper.

Si on veut qu'il y ait de l'ordre dans notre société, il faut bien commencer quelque part, et le meilleur endroit, c'est le Ministère de la justice. C'est lui qui est chargé de rétablir l'ordre, mais comme il ne fait pas son travail convenablement, il faut le lui dire et lui faire savoir qu'on va mandater quelqu'un d'autre pour agir à sa place. Et ce quelqu'un d'autre si on m'a bien compris, c'est un tribunal du peuple.

À défaut d'avoir un tribunal du peuple, on doit leur enlever tous leurs droits mal acquis. Les nominations partisans des commissaires sont une forme de corruption qui nous coûtent des vies humaines. Il faut y mettre fin et ce n'est qu'en exerçant des pressions qu'on va pouvoir y arriver.

Il ne faut pas avoir honte ou se sentir gêné de réclamer ce qui nous est dû. Au contraire, il faut mettre à la gêne ceux qui se croient tout permis. Si on adopte des réformes au niveau de la finance, de la politique, sans réformer la justice, les grands Bougon vont continuer d'abuser en se servant de la justice. Quand vient le temps des élections, on en profite pour acculer nos élus au pied du mur. On réclame des tribunaux du peuple et on les harcèle jusqu'à ce qu'ils nous promettent de nous les donner. Comme vous le savez, ça prend plusieurs promesses avant qu'ils bougent, mais ça ne fait rien, il ne faut pas lâcher. Chose très importante, il ne faut jamais sous-estimer les jeunes, il faut les associer à cette quête d'une justice élémentaire. Peut-être se montreront-ils plus intelligents que leurs parents! Si les jeunes n'étaient jamais plus fins ou intelligents que leurs parents, il n'y aurait pas d'évolution. S'il y a une évolution, il doit bien y avoir une raison. Il faut montrer aux jeunes les moyens, la manière d'avoir une société plus juste. Et avec le temps, de la persévérance, ils feront des gains.

Alerte!

Un autre des effets dévastateurs de la corruption est le suicide chez les jeunes. Le sentiment de l'impossibilité de vivre dans une société où la justice existe, et où on a une chance de se créer une place au soleil sans voler, tricher, extorquer contribue

au suicide chez les jeunes. Souvent les jeunes pensent que même s'ils font des efforts, leurs efforts sont voués à l'échec dans une société dénuée de justice. Il y en a de plus en plus qui décrochent et deviennent des sans-abri.

Beaucoup ont l'impression qu'il faut être un pourri pour avoir un peu de succès dans notre société. C'est un peu l'idée que certains jeunes se font de la société dans laquelle ils vivent. Une société sans justice est une société démoralisante pour toute personne qui est droite, honnête et qui compte sur l'égalité des chances pour se faire valoir.

Le fait de voir autant de jeunes qui squattent, qui couchent sur la rue, devrait réveiller des politiciens qui ont du coeur, mais non ça ne les dérange pas. Ils devraient avoir honte, se sentir coupables de ne rien faire pour aider ces jeunes-là. Pour dépenser des milliards en Afghanistan, on en trouve de l'argent, mais pour les jeunes, je trouve qu'on ne fait pas beaucoup d'efforts.

Il n'y a pas que les jeunes qui se suicident ou décrochent, il y a des vieux et des personnes de tous âges qui se sentent floués par le système. Il y a même des agriculteurs. Est-ce que nos politiciens écoutent? Est-ce qu'ils sont capables de s'ouvrir les yeux? Le son de la monnaie est trop fort, les lunettes de la corruption sont trop épaisses.

Pour être un corrompu, un pourri, il suffit tout simplement de ne penser qu'aux riches, qu'aux honneurs, et d'ignorer les pauvres. Il suffit d'être amoral ou immoral, de ne pas avoir l'esprit de justice.

Les jurés

Moi qui suis féru de justice, je n'ai jamais voulu être juré. Je trouve qu'être juré au

Québec, c'est faire insulte à l'intelligence humaine. Tout d'abord on fait tout pour leur

rendre la vie difficile. Encore plus au niveau des conditions psychologiques qu'au niveau des conditions physiques. Les juges qui normalement sont supposés leur rendre la vie plus facile, ne font que la leur compliquer davantage. Pour vraiment comprendre comment ça se passe, prenons un exemple.

Supposons qu'un individu est arrêté à la suite d'un crime. La police ayant toutes les preuves que c'est lui qui a commis le crime, l'individu sait que s'il passe devant un juge, il n'a aucune chance de s'en tirer. À cause des paroles prononcées avant son arrestation, ce qu'il a dit dans l'auto de police, ses antécédents, le juge étant au courant de tout, l'individu est sûr d'être condamné. Que va-t-il faire? Il va choisir un jury.

Les jurés n'ont pas accès aux mêmes informations qu'un juge. **Il n'y a aucune raison pour qu'ils n'aient pas accès aux mêmes informations et qu'ils n'aient pas les mêmes droits. Si on a les mêmes responsabilités, on doit avoir les mêmes droits.** On leur rend la vie plus difficile. Un juge peut lire les journaux, peut tenir compte de tout, mais eux, les jurés, non.

Autre aberration, des procès ont été annulés parce qu'on n'a pas informé un accusé de ses droits lors de son arrestation. C'est ridicule, surtout quand ça fait plusieurs fois qu'une personne se fait arrêter par la police, ses droits, il ou elle les connaît. Ce n'est pas comme si on empêche quelqu'un d'avoir accès à un avocat, ça c'est une autre affaire. Pour annuler un procès lorsqu'il y a des blessés, des délits de fuite, ça prend une raison grave. Quand quelqu'un tire sur un policier, ses droits à mes yeux sont moins importants que la vie des policiers et la sécurité des citoyens. Il y a des juges qui voient ça autrement. On vit dans une société de droits comme s'il n'y avait que les droits qui comptent. Je veux une société de droits et de devoirs, pas seulement une société de droits. Et entre celle du droit et du devoir, je préfère celle du devoir.

Si on porte contre une personne ou des personnes 100 accusations, on se doit de simplifier les choses. La peine ne sera pas cent fois plus grosse. On abuse du

processus judiciaire parce que plus on allonge la cause ou plus on étire les débats, plus c'est payant. Avec des tribunaux du peuple, les jurés mettraient fin aux folies. Dans certains procès, on se croirait dans un restaurant où les gens commandent des plats à volonté. Il y en a qui pensent à faire témoigner 25-50 témoins, c'est affreux ce qu'on fait subir aux jurés. Ce n'est pas parce qu'on peut abuser d'un système que la justice est mieux servie.

Un juré doit avoir le droit de poser des questions au moment où il veut et de la manière qu'il veut, exactement comme s'il était un juge. Si un juge n'est pas satisfait d'une réponse, il peut demander des détails au moment où il le juge à propos, pourquoi un juré n'aurait-il pas les mêmes droits? Être juré, c'est comme si on était un juge, on a à décider la même chose qu'un juge, à l'exception de la sentence. Puis en ce qui concerne les sentences, je pense que le plus ignorant des ignorants peut faire mieux. Et je me considère gentil en disant cela. Si la qualité des jurés n'est pas à la hauteur que certains souhaiteraient, c'est parce qu'on les oblige à faire un travail ingrat sans leur donner les outils nécessaires. On les prive de l'essentiel pour rendre un jugement de qualité. Puis ça prend du courage pour être juré quand c'est un motard criminel qui est sur le banc des accusés. Je ne suis pas certain qu'on leur accorde toute la protection dont ils sont en droit de s'attendre.

Dès que quelqu'un s'affiche comme faisant parti d'un groupe de motards criminels, il devrait être emprisonné. Leur insigne est une menace de mort. S'ils ne sont pas emprisonnés, c'est parce qu'il y a des raisons indignes d'une société dite civilisée. On a une classe de politiciens profiteurs qui manquent de courage, prêts à toutes les bassesses pour aller chercher quelques votes. La démocratie n'implique pas la corruption de l'âme. La règle du droit est une règle brisée. On n'a pas compris qu'il en est de la justice comme dans n'importe quelle autre sphère de la société, on se doit

d'innover constamment sans sacrifier les objectifs. La société change, les crimes également, on doit donc renouveler la justice ou la manière de l'appliquer. On doit essayer de nouvelles façons de fonctionner, et si les nouvelles méthodes ne fonctionnent pas, on se doit de revenir aux anciennes. Mais on ne peut pas se permettre de rien faire.

Être juré, ce n'est pas facile. Ne peut pas être juré qui veut. C'est une vocation. On doit avoir un sens aigu de la justice, et un sens critique, du discernement. Pour faire un bon travail et être efficace, il faut être **volontaire**. Mais on ne peut pas être volontaire dans les conditions actuelles. C'est impensable. Puis obliger quelqu'un, c'est ridicule. Ce n'est pas l'argent qui doit motiver quelqu'un à devenir juré, c'est le désir que sa communauté vive en paix.

Je sais bien qu'il y a un processus où on pose des questions, mais on cherche toujours des gens qu'on peut manipuler à sa guise. On veut du monde influençable. Et on les trouve. Et c'est pourquoi de temps en temps les procès durent une éternité. Il faut changer les règles, les conditions, l'atmosphère. Ce n'est qu'avec des tribunaux du peuple qu'on va pouvoir être assuré d'avoir des jurés compétents.

Beaucoup de personnes âgées à leur retraite accepteraient volontiers d'être jurés si les conditions étaient acceptables, mais elles ne le sont pas. On doit être capable de se mettre dans la peau de l'ouvrier. Voici un exemple: il m'est arrivé il y a plusieurs années à New-York d'avoir une contravention pour avoir omis de mettre de l'argent dans un parcomètre d'un terrain municipal. J'avais pourtant bien payé. J'ai contesté le soir même devant un juge et j'ai eu gain de cause. Pourquoi sommes-nous incapables de faire la même chose ici? Parce que nos juges sont gâtés, pourris. On ne peut pas se permettre de s'absenter de son travail pour contester une contravention. Il pourrait y avoir des procès qui se déroulent le soir quand il y a des causes simples. Mais non, nos autorités judiciaires ne sont jamais capables de se mettre dans la peau d'un

simple ouvrier qui en arrache pour gagner sa vie.

Une injustice faite à un homme est pire qu'un outrage au tribunal. Les gens ont peur de la justice, ont peur de parler. Les gens honnêtes, surtout. Pourquoi? Parce qu'elle est abusive et qu'ils ne savent pas se défendre. Ils se disent, si tout à coup je devais passer devant la justice, c'est sûr qu'ils vont se venger, alors ils ne parlent pas.

En conclusion, ne me parlez pas de langue, parlez-moi de droiture, ne me parlez pas de poésie, parlez-moi de rêves pour la jeunesse, ne me parlez pas de pays, parlez-moi de justice sociale. Après, on parlera de toutes ces choses, je choisirai la langue qui me convient, les gens avec qui je veux vivre et l'endroit où je veux mourir. Taisez-vous langues fourchues, bourgeois hypocrites, exploiters des pauvres, de la misère humaine. La langue n'a de valeur que si les mots qu'elle véhicule ont un sens qui fait évoluer l'homme, qui le grandit, qui l'améliore. Avant de nourrir son esprit, il faut d'abord nourrir son corps. Et un pays n'est beau que s'il nous rend heureux.

La justice est la monnaie de la conscience. Comme cette monnaie est précieuse, il nous appartient donc d'en faire un usage intelligent. Un peuple sans justice est un peuple inconscient. Un peuple inconscient est un peuple pauvre. Sommes-nous riches ou pauvres?

Sommaire

La Justice.....	Page 12
Les tribunaux du peuple.....	Page 15
Les réformes.....	Page 17
<i>Le beau langage et les belles manières.....</i>	Page 24
Juger les juges.....	Page 29
Points d'inaptitude.....	Page 31
La sincérité.....	Page 33
La politique.....	Page 43
La santé.....	Page 47
Mea culpa.....	Page 52
Privatisation ou non?.....	Page 54
Les médicaments.....	Page 55
La monarchie.....	Page 60
La corruption.....	Page 62
Alerte.....	Page 68
Les Jurés.....	Page 69